

GRENOBLE-ALPES METROPOLE DANS SON TERRITOIRE:

ANALYSE D'UN SYSTÈME ECONOMIQUE COMPLEXE Version finale

Magali TALANDIER

magali.talandier@univ-grenoble-alpes.fr

Novembre 2018



- Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus
- Déconnexion spatiale entre croissance et développement
- La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques

2. LES BASES ÉCONOMIQUES DES GRANDES AIRES URBAINES DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

- Quels sont les moteurs économiques des ces territoires ?
- Comment ont évolué ces bases au cours des dernières années ?
- Quelle propension à consommer localement ?

3. LES ACTIVITÉS D'INTERMEDIATION : NOUVEL ENJEU ÉCONOMIQUE POUR LES TERRITOIRES ?

- Quid des activités ni exportatrices, ni liées à la consommation des ménages ?
- Le poids et l'évolution des sphères économiques dans les territoires de la région :
 - 9 AU
 - 12 EPCI
 - Cœur métropolitain

4. CAPACITÉS ÉCONOMIQUES TERRITORIALES

- Cadre d'analyse des capacités territoriales
- Quelles sont les capacités territoriales des grandes aires urbaines de la région ?

5. SPR

6. SYNTHÈSE ET CONCLUSION



Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus

Déconnexion spatiale entre croissance et développement

La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques

- Depuis 30 ans, la métropolisation s'explique par :
 - L'essor d'une économie cognitive, immatérielle... sensible aux économies d'agglomérations, qui minimise donc ses coûts de transaction dans les grandes villes ;
 - L'externalisation des services aux entreprises qui vont se localiser au plus près de leur marché.
- Concentration des richesses créées dans les grandes agglomérations du monde et accroissement des inégalités spatiales en termes de production de richesses.
- Disparités de PIB/hab se creusent entre les territoires au profit des grandes villes.

Exemples:

Concentration des cadres : 1990's 85% des cadres se concentrent dans 40% des AU ; 2010's 25% des AU concentrent 85% des emplois de cadres PIB de l'IDF est passé de 26% à 31% du PIB français en 20 ans Accélération du phénomène avec la crise 2008... les métropoles s'en sont mieux tirées



Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus

Déconnexion spatiale entre croissance et développement

La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques

MAIS LES RICHESSES PRODUITES DANS LES AGGLOMÉRATIONS CIRCULENT!!

Exemple:

- quand le PIB de l'IDF passe de 26% à 31% du PIB français, le revenu des franciliens passe de 26% à 21%!
- Diminution des disparités de revenu par habitant entre les territoires à une échelle nationale (!! mais progression à des échelles infra-métropolitaines !!)



Mécanismes de redistribution publique et solidarité territoriale



Mais aussi une circulation des richesses portée par la mobilité des individus / mise en évidence et essor d'une économie dîtes résidentielle



Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus

Déconnexion spatiale entre croissance et développement

La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques

Mobiliser un cadre conceptuel simple et opérationnel pour rendre compte et mesurer les flux de richesses qui déterminent le développement économique des territoires.

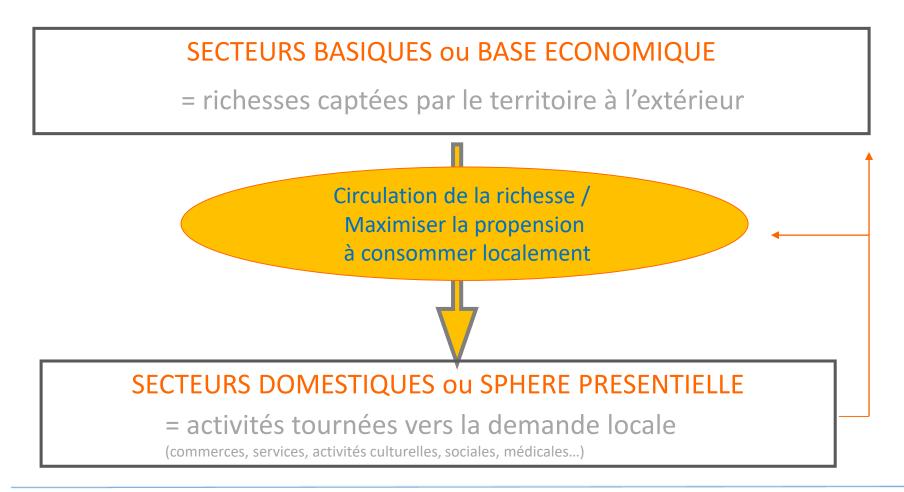
La théorie de la base revisitée (Talandier, Davezies, 2009 etc.)



Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus

Déconnexion spatiale entre croissance et développement

La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques





Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus

Déconnexion spatiale entre croissance et développement

La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques

Nature des revenus basiques ou revenus captés par un territoire = moteurs des économies locales



Base productive privée : revenus issus des activités productives – vente de biens et services à l'extérieur du territoire étudié, exportations (Développement est un enjeu de production et s'appuie sur les atouts productifs des territoires)



Base résidentielle : revenus apportés par des résidents et touristes : dépenses des touristes, retraites, revenus des navetteurs (enjeu de population et dépend des atouts résidentiels des territoires... cadre de vie etc.)

Base publique : traitements des employés de la fonction publique (Etat, Territoriale*, Hospitalière)

Base sociale et sanitaire : prestations sociales et remboursements de soins de santé

^{* 1/3} des traitements des fonctionnaires territoriaux est couvert par les recettes locales, donc retiré du calcul des bases

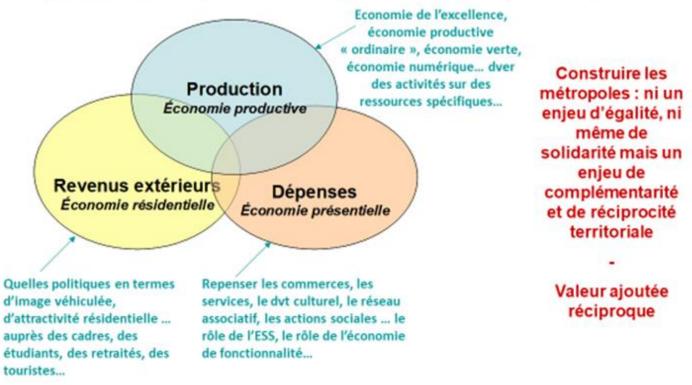


Concentration spatiale des richesses mais diffusion des revenus

Déconnexion spatiale entre croissance et développement

La théorie de la base économique pour mieux étudier ces dynamiques

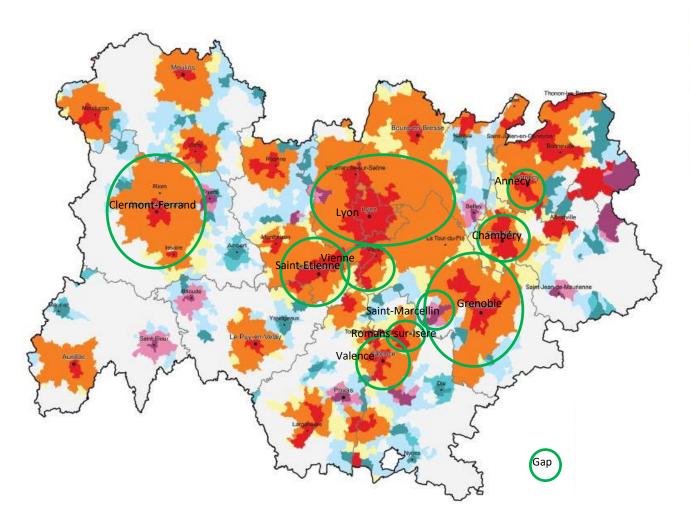
L'enjeu du développement local est triple : <u>créer richesse</u> (économie ou base productive) ; <u>capter des richesses</u> (économie ou base résidentielle) mais également <u>faire</u> <u>circuler ces richesses</u> dans le territoire (économie ou sphère présentielle).



Magali Talandier, 2014



Quels sont les moteurs économiques de ces territoires ?



Aires d'influence des villes (aires urbaines¹)

Grands pôles

Couronnes des grands pôles

Communes multipolarisées des grandes aires urbaines

Pôles moyens

Couronnes des pôles moyens

Petits pôles

Couronnes des petits pôles

Autres communes multipolarisées

Communes isolées, hors influence des pôles

11 aires urbaines retenues





Tailles, fonctions, problématiques ... très différentes!

Comprendre les dynamiques de la région grenobloise au regard d'autres situations.

Source : Magali Talandier, 2018 d'après Insee



Quels sont les moteurs économiques de ces territoires ?

Structure des bases économiques des 11 aires urbaines en 2014, en %

						T			1		1	1
	Lyon	Grenoble	Saint- Étienne	Clermont- Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	Romans-	Gap	Saint- Marcellin	MOY.10 GRDE AU
Salaires activités exportatrices	18,3	16,6	10,9	11,8	11,5	7,5	9,4	5,6	8,3	2,3	8,6	12,1
Bénéfices non salariés	0,7	0,5	0,8	1,0	0,6	0,9	0,9	0,7	1,1	1,6	1,6	0,6
Revenus du patrimoine	6,5	6,5	6,1	7,2	8,1	7,9	6,8	5,7	5,9	6,5	5,1	6,9
TOTAL BASE PRODUCTIVE	25,5	23,7	17,7	20,0	20,2	16,3	17,1	12,0 ▶	15,3	10,4	15,4	19,6
Retraites	24,4	25,9	30,5	29,5)	24,1	(30,3)	29,4	25,9	(28,1)	(32,9)	26,1	25,9
Salaires des navetteurs	3,9	4,9	8,6	5,3	16,3	11,1	11,1	(24,5)	19,4	6,3	(21,2)	5,1
Dépenses touristiques	8,3	5,5	3,2	4,9	7,9	4,4	6,7	4,1	3,9	7,4	2,1	8,1
TOTAL BASE RESIDENTIELLE	36,6	36,3	42,3	39,7	48,4	45,8	47,2	54,4	51,4	46,5	49,4	39,1
TOTAL BASE PUBLIQUE	13,4	17,2	13,5	18,2	13,4	15,5	12,1	8,4	8,2	17,2	8,9	15,8
Base Sociale	8,5	7,6	10,0	7,6	6,2	7,7	9,2	8,1	9,5	8,6	7,7	8,9
Base sanitaire	16,1	15,2	16,5	14,5	11,8	14,8	14,4	17,1	15,6	17,3	18,7	16,6
TOTAL BASE SANITAIRE ET SOCIAL	24,5	22,8	26,4	22,1	18,0	22,4	23,6	25,2	25,2	25,9	26,3	25,5
TOTAL BASE ECONOMIQUE	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Course Talandian 2019, d'annèe lance DCI CNAMANTA France ACCOSS, dennées 2014												

Source : Talandier 2018, d'après Insee, DGI, CNAM, Atort France, ACCOSS – données 2014



Quels sont les moteurs économiques de ces territoires ?

Structure des bases économiques des 11 aires urbaines en 2014, en €/hab.

			Saint-	Clermont-					Romans-		Saint-	MOY.10
	Lyon	Grenobl	Étienne	Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	sur-Isère	Gap	Marcellin	GRDE AU
Salaires activités exportatrices	3076	2832	1633	1894	2193	1224	1524	959	1327	355	1520	1936
Bénéfices non salariés	115	93	113	156	117	146	141	129	173	239	292	107
Revenus du patrimoine	1098	1111	912	1153	1548	1288	1104	974	952	997	912	1085
TOTAL BASE PRODUCTIVE	4288	4036	2659	3203	3857	2659	2768	2062	2452	1591	2724	3128
Retraites	4108	4410	4569	4732	4601	4934	4758	4453	4505	5009	4632	4188
Salaires des navetteurs	662	829	1291	846	3113	1814	1790	4210	3120	955	3765	826
Dépenses touristiques	1391	942	476	792	1501	722	1092	709	630	1131	364	1198
TOTAL BASE RESIDENTIELLE	6161	6181	6336	6371	9215	7470	7640	9372	8255	7095	8761	6212
TOTAL BASE PUBLIQUE	2247	2927	2027	2927	2554	2519	1955	1441	1312	2619	1570	2508
Base Sociale	1422	1297	1495	1219	1177	1248	1482	1401	1529	1312	1360	1450
Base sanitaire	2703	2592	2467	2328	2250	2405	2330	2942	2511	2630	3309	2686
TOTAL BASE SANITAIRE ET SOCIAL	4125	3889	3961	3547	3426	3653	3812	4343	4040	3943	4669	4136
TOTAL BASE ECONOMIQUE	16821	17033	14984	16048	19052	16301	16176	17218	16059	15247	17724	15983

Source : Talandier 2018, d'après Insee, DGI, CNAM, Atort France, ACCOSS – données 2014



Comment ont évolué les bases économiques des 11 aires urbaines au cours des dernières années ?

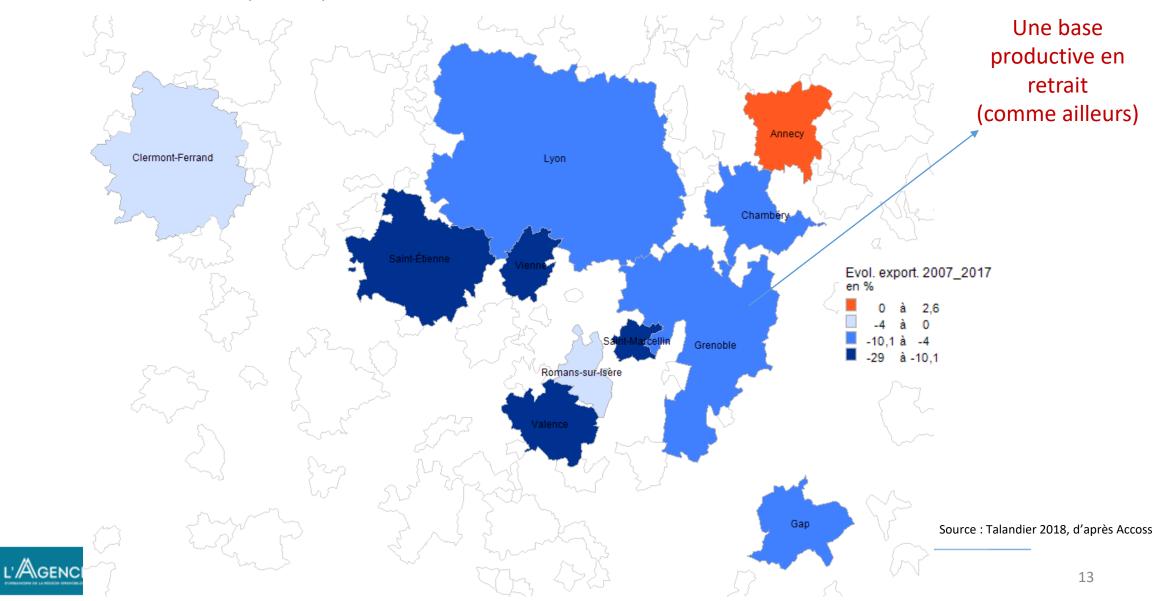
Proxy des bases économiques pour l'étude des variations

- Base exportatrice :
 - Evolution des emplois dans la sphère exportatrice
- Base résidentielle :
 - Evolution des volumes de retraites
 - Evolution de la capacité d'accueil touristique
- Base publique :
 - Evolution des emplois à vocation publique :
 - santé, éducation, action sociale, administration publique



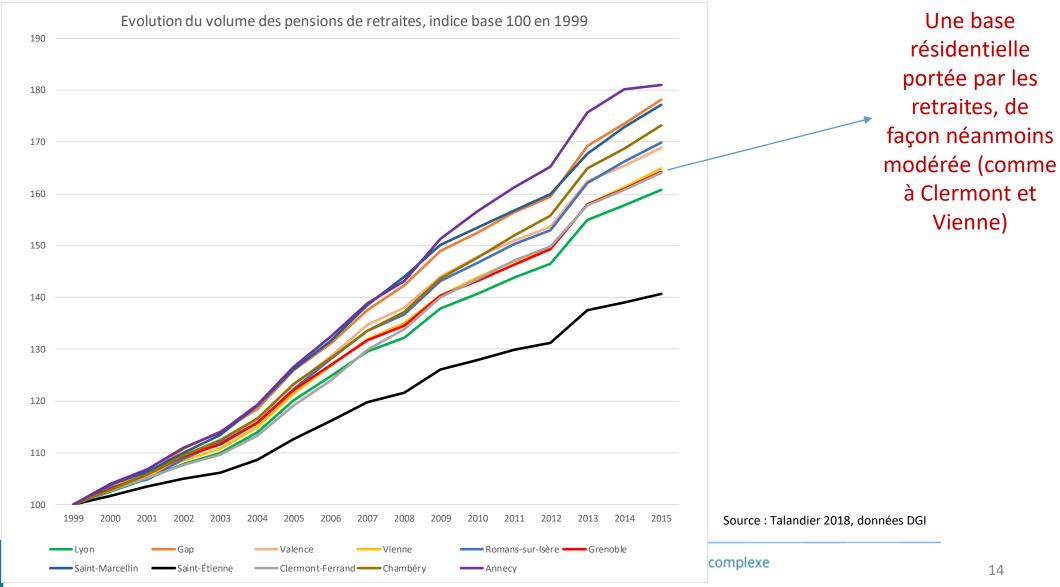
Comment ont évolué les bases économiques des 11 aires urbaines au cours des dernières années ?

Evolution emplois exportateurs entre 2007 et 2017, en %



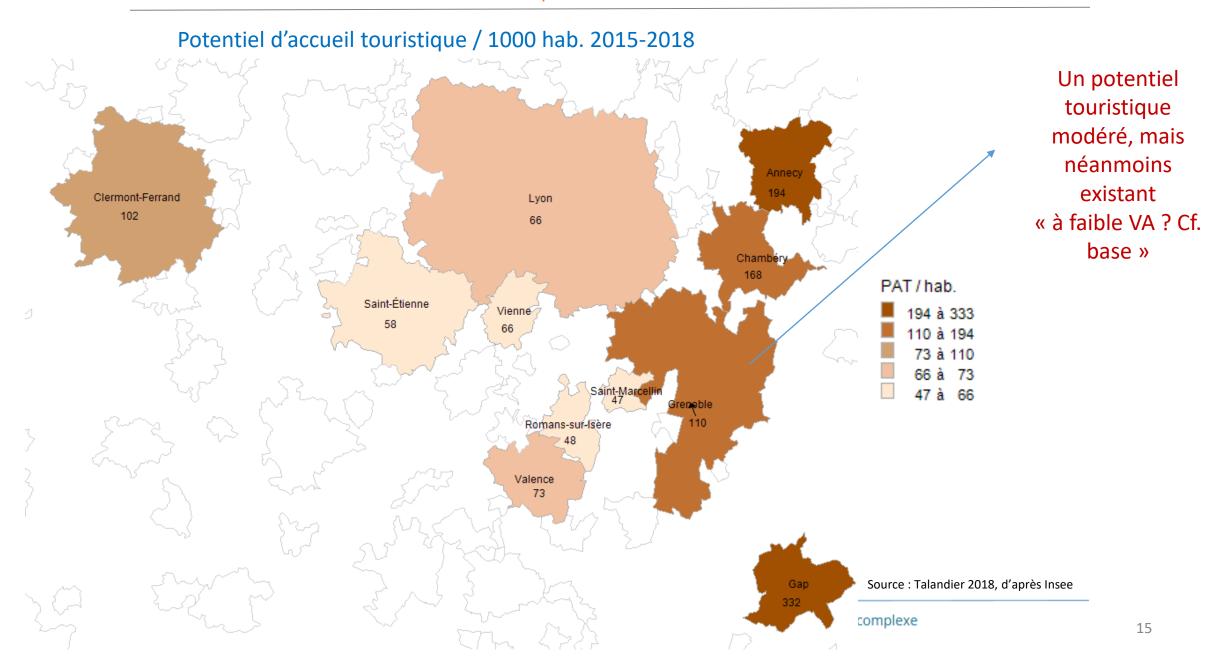
Comment ont évolué les bases économiques des 11 aires urbaines au cours des dernières années ?

Evolution des pensions de retraites entre 1999 et 2015

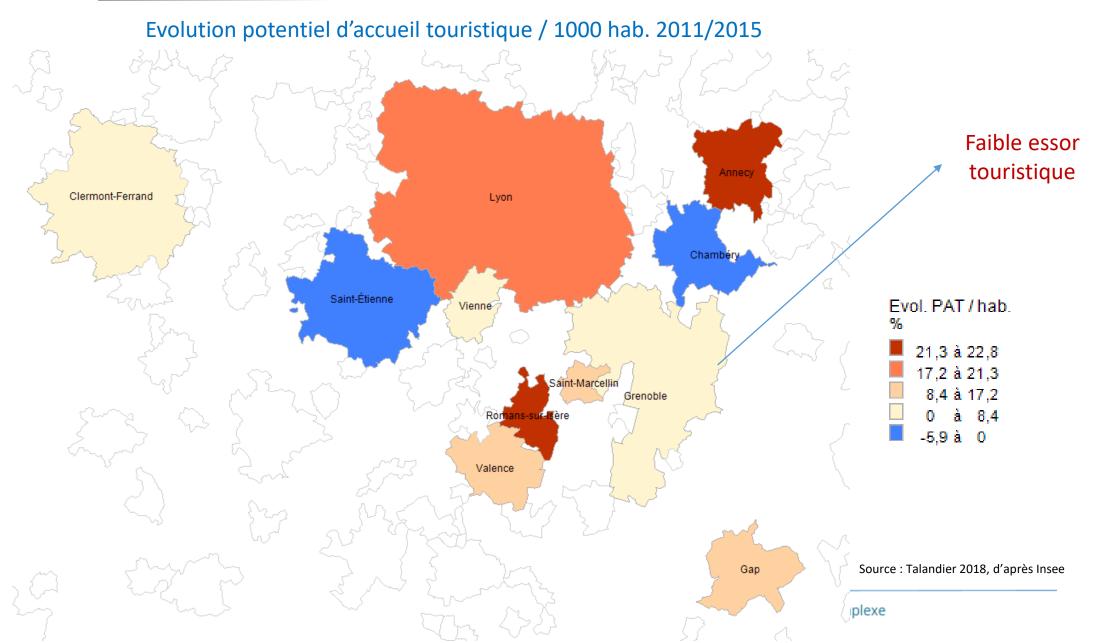




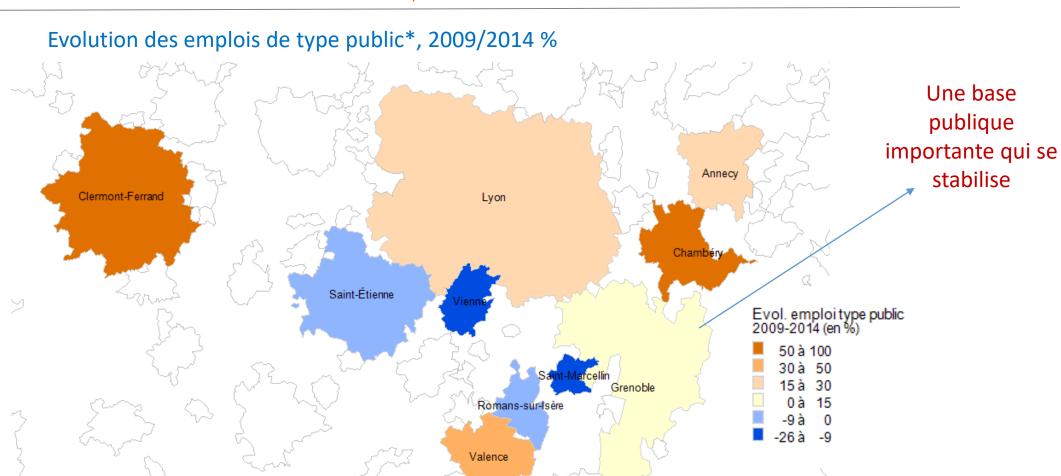
Comment ont évolué les bases économiques des 11 aires urbaines au cours des dernières années ?



Comment ont évolué les bases économiques des 11 aires urbaines au cours des dernières années ?



Comment ont évolué les bases économiques des 11 aires urbaines au cours des dernières années ?



Gap

* Sont considérées les fonctions éduction, santé, admin. publique

L'AGENCE

לוספטור דמומרוטובר - במ דוובנו סייסוב עב שרבווסטוב-הוייב שמוזה הסוד ברדונטורב . מרומוץ הביע מדו היישוברווב בבסרוטרוויון עב בסודוטובר

17

Source: Talandier 2018, d'après Insee

Quelle propension à consommer localement ?

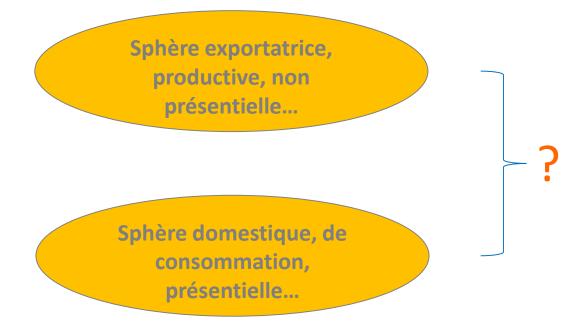
Capacité des 11 aires urbaines à transformer les bases économiques en salaires de la sphère domestique (activités tournées vers la demande locale des ménages en biens et services)

			Saint-	Clermont-					Romans-		Saint-	Moy. 10
	Lyon	Grenoble	Étienne	Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	sur-Isère	Gap	Marcellin	gdes AU
Total base économique (M€)	38361	11908	7865	7787	4439	3705	2916	1996	1211	989	457	n.d.
Total sphère domestique (M€)	11633	2181	1428	1575	938	808	545	313	178	216	52	n.d.
Propension à consommer localement	0,30	0,18	0,18	0,20	0,21	0,22	0,19	0,16	0,15	0,22	0,11	0,25

Source : Talandier 2018, d'après Insee, DGI, CNAM, Atout France, ACCOSS – données 2014



Une approche binaire de l'économie...





MÉTHODE POUR DEFINIR LES SPHERES ECONOMIQUES D'EXPORTATION, D'INTERMEDIATION ET DE CONSOMMATION

A - DEFINITION INSEE DE LA SPHERE PRESENTIELLE ET PRODUCTIVE

- « Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes ».
- « Les activités productives sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes ».
- 1 Définir les secteurs d'entreprises qui répondent uniquement à la demande locale des ménages :
 - a) des secteurs qui ne « posent pas de difficulté » a priori
 - b) des secteurs plus compliqués pour lesquels l'INSEE regarde par ordre de priorité :
- -la concentration sur certaines zones d'emploi : lorsque l'emploi d'un secteur est très concentré sur certaines zones d'emploi, il satisfait des besoins en dehors du champ local = ce secteur appartient totalement à la sphère productive (nombre d'emplois / habitant);
- -lorsque l'activité est principalement destinée à une entreprise, le secteur concerné est classé dans la sphère productive ;
- -La taille moyenne des établissements : les secteurs où plus de la moitié des établissements ont moins de deux salariés ont été classés dans la sphère présentielle.
- 2 Définir la sphère productive = tout le reste







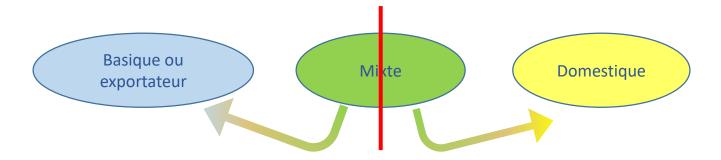
B- LA THEORIE DE LA BASE POUR DISTINGUER LES EMPLOIS BASIQUES DES EMPLOIS DOMESTIQUES

- Les activités basiques se localisent pour produire et exporter.
- Les activités domestiques répondent à la demande locale et sont consommées sur place.

Méthodes multiples dans la littérature pour déterminer les emplois basiques et domestiques.

Exemple de méthode mise en œuvre par L'ŒIL:

- 1) Répartir les secteurs a priori sans ambiguïté entre basique et domestique
- 2) Pour les emplois « mixtes », à savoir ceux qui restent plus difficiles à départager (plus de la moitié des emplois) :
 - Méthode du taux de couverture avec calcul du nombre d'emplois par habitant et par secteur en moyenne en France
 - Jusqu'à cette moyenne nationale les emplois, pour chaque territoire, étudié sont affectés dans le secteur domestique, au-delà ils sont considérés comme basiques



Deux approches distinctes (celle de l'INSEE et celle de L'ŒIL) mais qui présentent les mêmes limites :

- 1) Pas de prise en compte des **flux** pour établir ces catégories (étendue de la zone de marché ? B&S consommés en local ou non ?)
- 2) Définition a priori des secteurs présentiels comme étant des secteurs qui s'adressent aux ménages!?
- 3) Approche binaire qui ignore la spécificité des secteurs « mixtes » ou « pouvant poser des problèmes » alors même qu'ils sont extrêmement stratégiques et structurant pour l'économie, notamment métropolitaine (cf. travaux récents pour le PUCA*)



C. NOUVELLE PROPOSITION METHODOLOGIQUE POUR DEFINIR LES TROIS SPHERES ECONOMIQUES

- 1 Identifier clairement et analyser les secteurs **d'intermédiation** raisonner sur trois grandes familles d'emplois et non sur deux
- 2 Repartir <u>de l'idée des flux de circulation</u> des secteurs économiques pour redéfinir les emplois d'exportation, de consommation, mais aussi d'intermédiation.

Prendre en considération la réelle capacité exportatrice des secteurs et, à l'opposé, leur emprise ou présence territoriale afin d'objectiver les catégories d'exportation et de consommation (de non présentiel et présentiel).

Deux variables sont retenues pour mesurer la capacité d'exportation et la présence territoriale de chaque secteur :

- * Taux d'exportation (CA à l'export / CA total) par secteur d'activité / Esane 2014
- * Taux de présence des secteurs d'activités (% de communes dans lesquelles chaque secteur est présent) / REE 2014

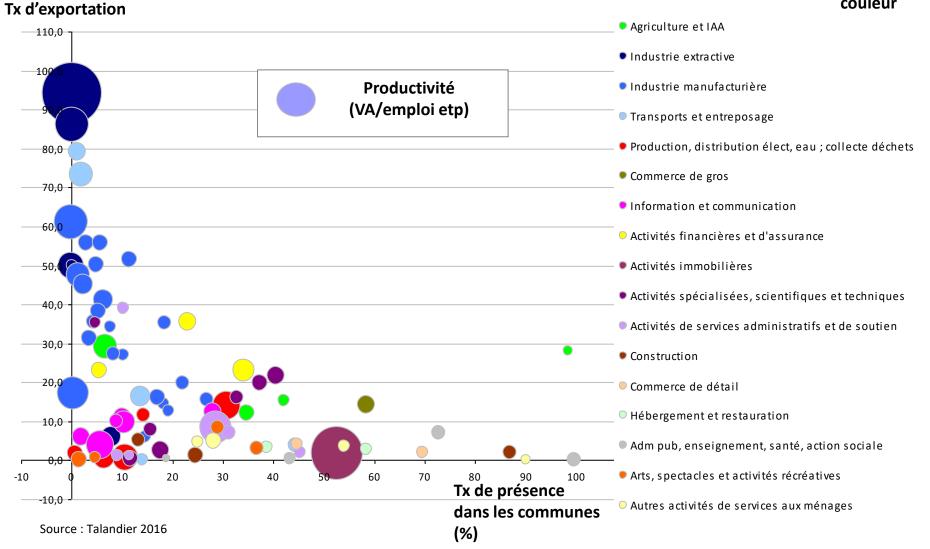


Un nuage de points de 700 secteurs allant des plus exportateurs et concentrés spatialement aux secteurs non exportateurs situés au plus près de la demande

Continuum de l'économie productive à l'économie présentielle et non une partition évidente en deux secteurs opposés!

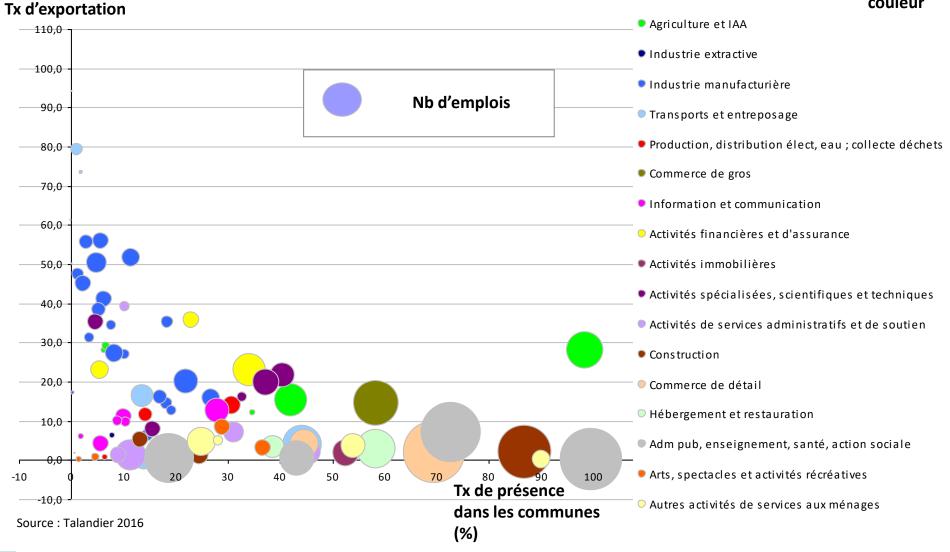


NAF88 regroupée en 21 codes couleur



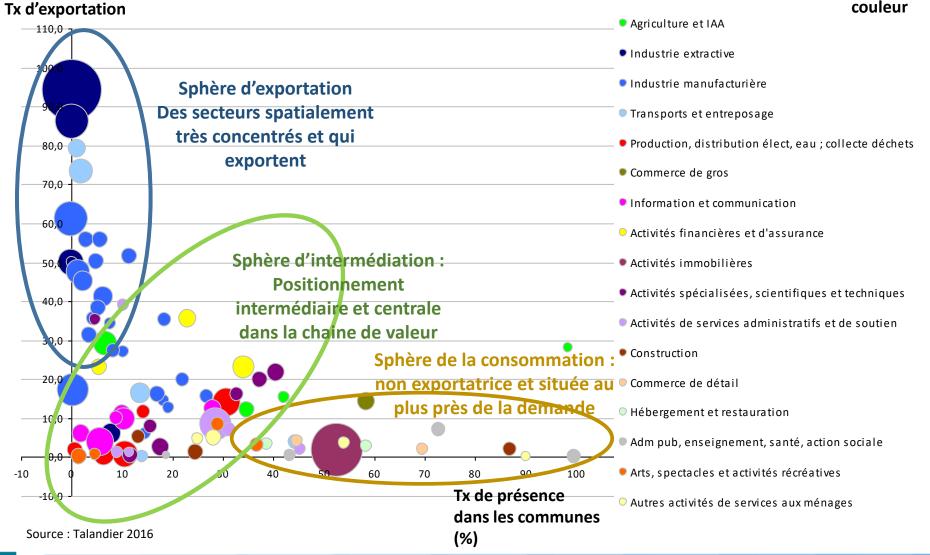


NAF88 regroupée en 21 codes couleur





NAF88 regroupée en 21 codes couleur

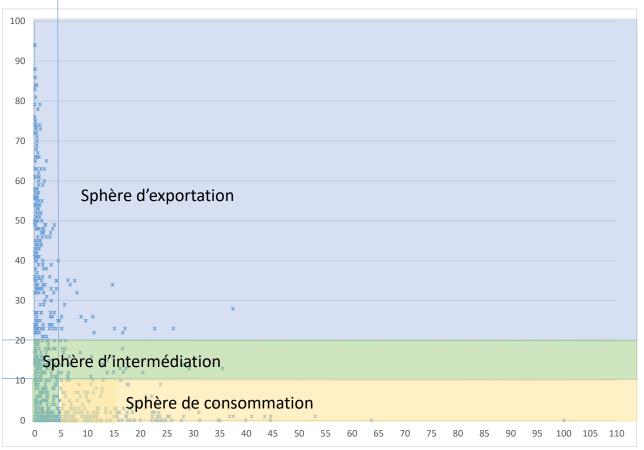




En NAF 732, césures dans les distributions (césure statistique mais aussi qualitative) :

- Pour les taux d'exportation : aux seuils de 20% ;
- Pour le taux de présence au seuil de 5% soit une présence dans plus de 1800 communes (près de 20 communes par département en moy.) ;

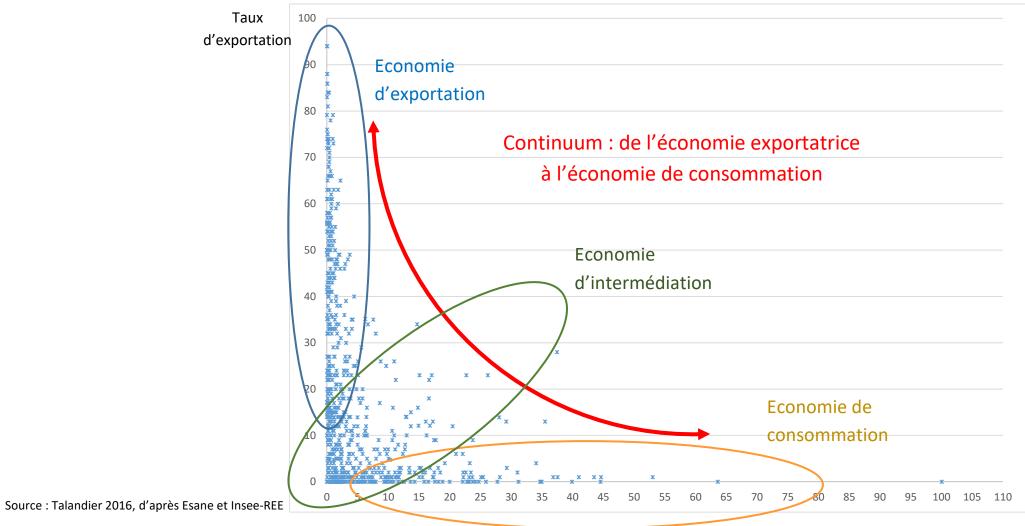
Tx d'exportation 100



Tx de présence dans les communes (%)

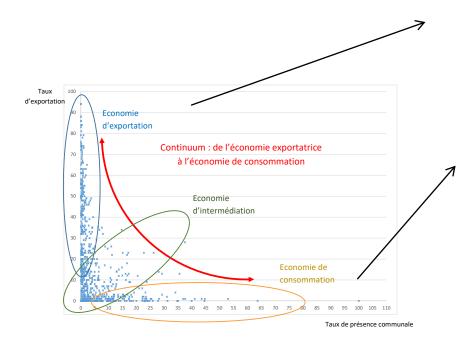
Source: Talandier 2016







Taux de présence communale



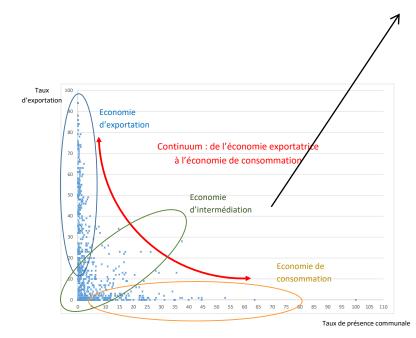
La sphère de l'exportation regroupe l'ensemble des activités qui se localisent pour produire des biens et des services et les exporter vers le reste du monde. Ces activités sont extrêmement concentrées sur le territoire national et présente un chiffres d'affaires à l'export remarquable.

La sphère de la consommation regroupe les activités qui se localisent pour répondre à la demande biens et services des ménages. Ces activités se localisent au plus près de la demande et sont donc extrêmement diffuse sur le territoire national et présente un chiffre d'affaires à l'export nul ou négligeable. On pourra distinguer :

* la consommation localisée : le consommateur doit se déplacer pour acquérir un bien ou un service. Ces activités génèrent et centralisent des déplacements vers des lieux de consommation ;

* la consommation diffuse : le fournisseur se déplace vers le client ou l'usager pour fournir un service ou un bien. Ces activités sont souvent localisées au lieu de résidence du fournisseur de service.





L'économie d'intermédiation comprend l'ensemble des activités qui se localisent pour fournir des biens et des services aux activités exportatrices et/ou de consommation et/ou d'intermédiation :

- * services aux entreprises « supérieurs » mais aussi le plus souvent « peu qualifiés »
 - * activités « support » : logistique, transport, réparation, maintenance...
 - * activités de gestion et distribution énergie, déchets, eau...
 - * intermédiaires de commerce
 - * une partie du BTP...

Cette économie assure un rôle d'intermédiation économique au sein de la chaine de valeur des B&S, intermédiation sociale (niveau de qualification des emplois), mais aussi un rôle d'intermédiation territoriale de par sa localisation spécifique :

- * marges, espaces intermédiaires, friches, hub...
- * villes moyennes et problématique de l'inter-métropolitain...

Cette économie assure dans l'ombre le bon fonctionnement des territoires en créant les conditions d'un éco-système territorial favorable au développement socio-économique.

Constat d'un déficit analytique *(partiel)*, opérationnel et stratégique autour de cette économie qui représente en 2014 37% des ETP et 41% de la VA créée en France!!



Données économiques des sphères d'exportation, d'intermédiation et de consommation en France métropolitaine

	Sphères économiques							
	Consommation				Intermé-			
	Total	dont diffuse	dont polarisante	Exportation	diation	TOTAL		
Répartition de la VA (%)	38,7	15,7	23,0	20,8	40,5	100,0		
Répartition des ETP (%)	43,7	16,3	27,4	19,0	37,4	100,0		
Taux de productivité (VA/ETP) (en milliers d'€)	74	81	71	92	91	84		
Taux de valeur ajoutée (VA/CA) %	33,2	42,6	28,8	23,1	25,9	27,5		
Taux d'exportation (CA export / CAHT) %	1,3	1,1	1,3	42,5	9,4	15,0		
Taux de marge (EBE/VA) %	29,0	29,1	28,9	21,4	21,6	24,4		
Taux d'investissement (ICBHA/VAHT) %	17,1	28,3	9,5	13,0	14,1	15,0		
Taux d'autofinancement (Cauto/IBCHA) %	140,5	79,4	265,1	369,4	160,1	189,3		
Frais de personnels par salarié ETP (milliers d'€)	48,5	52,2	46,2	67,1	63,9	57,8		

Note:

VA = valeur ajoutée

ETP: emploi équivalent temps plein

CA = chiffre d'affaires

HT = hors taxe

EBE: excédent brut d'exploitation

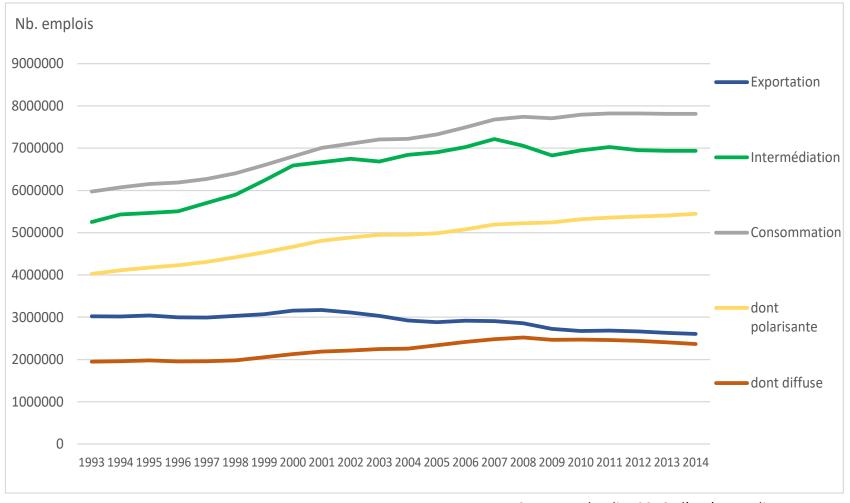
ICBHA: Investissements corporels bruts hors apports

Champs couverts : ensemble des entreprises marchandes (et partie marchande de la sphère publique) à l'exception des secteurs agricoles et financiers.



Source: Talandier, 2016, d'après ESANE 2013

Evolution des emplois salariés privés dans les trois sphères économiques



Source: Talandier 2016, d'après Unedic et Accoss



Echelle des 11 aires urbaines Répartition des emplois salariés privés par sphère en 2017

(en %)

				Concom	Consom	
				Consom-	Consom-	
	Expor-	Intermé-	Consom-	mation	mation	
	tation	diation	mation	localisée	diffuse	TOTAL
Lyon	14,7	46,3	38,9	28,2	10,8	100,0
Grenoble	23,2	38,3	38,5	28,7	9,8	100,0
Saint-Étienne	18,0	39,3	42,7	33,0	9,7	100,0
Clermont-Ferrand	17,2	38,9	43,8	33,7	10,1	100,0
Annecy	14,7	39,2	46,1	34,8	11,3	100,0
Chambéry	10,7	39,7	49,6	37,0	12,7	100,0
Valence	14,6	42,0	43,4	32,4	11,0	100,0
Vienne	12,0	37,2	50,8	36,6	14,1	100,0
Romans-sur-Isère	18,8	36,5	44,7	33,2	11,5	100,0
Gap	4,0	36,4	59,6	45,6	14,0	100,0
Saint-Marcellin	22,5	33,1	44,3	29,9	14,5	100,0
Moy. 10 1res AU						
hors Paris	13,3	43,7	43,0	32,5	10,5	100,0

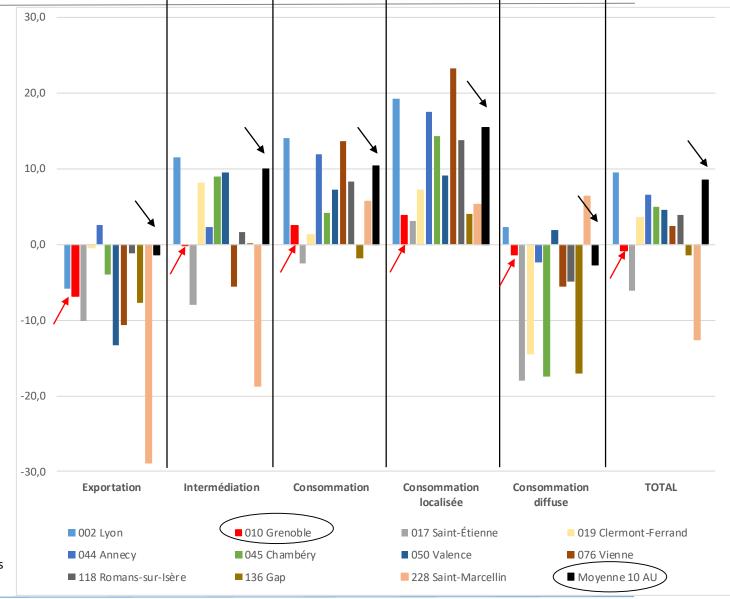
en nb. emplois / 1000 habitants

				Consom-	Consom-	
	Expor-	Intermé-	Consom-	mation	mation	
	tation	diation	mation	localisée	diffuse	TOTAL
Lyon	53	165	139	100	38	357
Grenoble	72	118	119	88	30	308
Saint-Étienne	48	105	114	88	26	266
Clermont-Ferrand	49	111	125	96	29	284
Annecy	48	127	150	113	37	325
Chambéry	33	122	152	113	39	306
Valence	50	145	150	112	38	344
Vienne	32	99	135	97	38	266
Romans-sur-lsère	50	97	119	88	31	266
Gap	10	88	145	111	34	243
Saint-Marcellin	47	69	92	62	30	209
Moy. 10 1res AU						
hors Paris	43	143	141	107	35	328

Source: Talandier 2018, d'après Unedic et Accoss



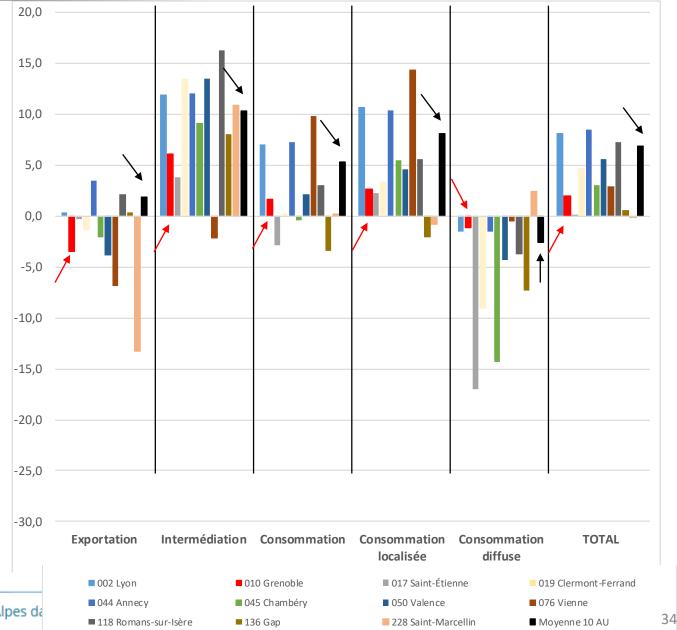
Echelle des 11 aires urbaines Evolution des emplois salariés privés par sphère entre 2007/2017 (en %)



Source : Talandier 2018, d'après Unedic et Accoss



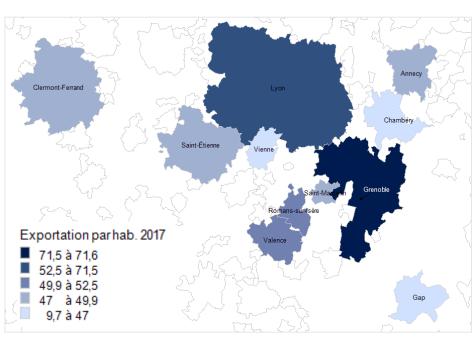
Echelle des 11 aires urbaines Evolution des emplois salariés privés par sphère entre 2012/2017 (en %)



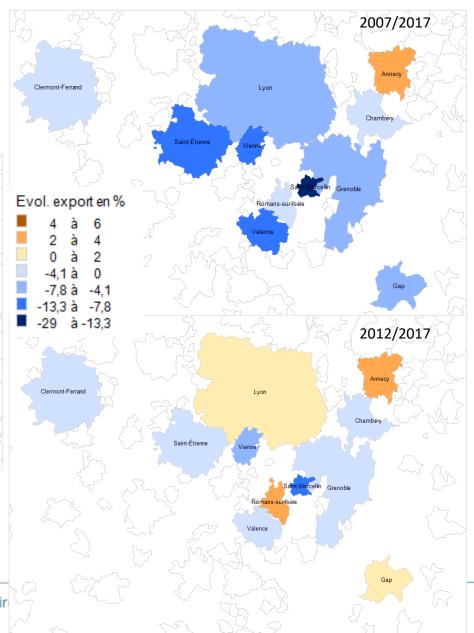


Source : Talandier 2018, d'après Unedic et Accoss

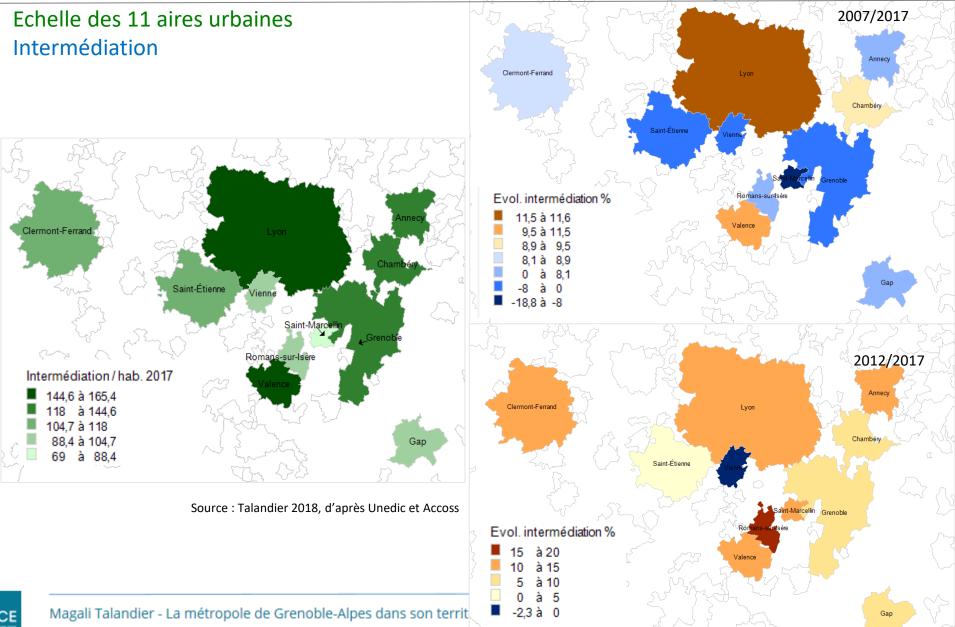
Echelle des 11 aires urbaines Exportation



Source : Talandier 2018, d'après Unedic et Accoss

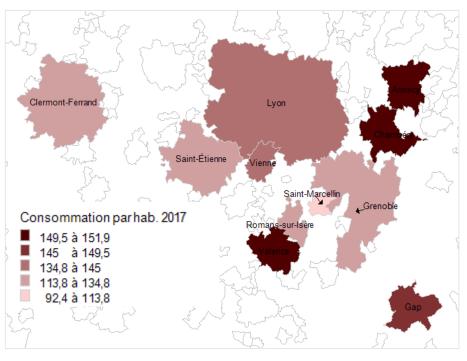


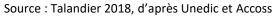


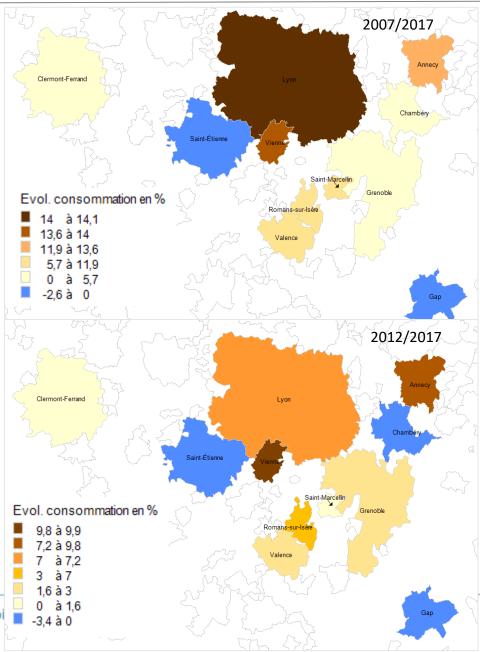




Echelle des 11 aires urbaines Consommation









Echelle des 11 aires urbaines

Répartition des emplois salariés privés par sous-famille (en %)

				Saint-	Clermont-					Romans-		Saint-	Moyenne
		Lyon	Grenoble	Étienne	Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	sur-Isère	Gap	Marcellin	10 AU
Exportation	Fabrication	8,9	15,6	11,5	13,0	10,1	6,5	8,8	10,0	15,1	0,7	18,7	7,5
Exportation	Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	5,6	7,6	5,9	3,5	4,6	4,0	5,1	2,0	3,6	3,0	3,8	5,5
Intermédiation	services aux entreprises (ou sup. ménage)	29,1	26,3	21,1	23,5	25,0	22,3	24,3	18,7	16,8	21,1	16,5	28,8
Intermédiation	Réparations, installations, maintenance, logistique, transport	5,3	2,6	4,4	4,9	2,6	5,0	4,3	4,3	3,2	4,0	3,2	4,3
Intermédiation	Intermédiaires de commerce	4,3	3,1	2,5	3,1	4,5	3,1	4,5	3,4	2,8	5,3	5,6	4,0
Intermédiation	Extractions et petite industrie	3,6	2,8	8,1	3,4	4,0	4,3	5,3	3,0	10,7	1,8	7,1	3,0
Intermédiation	Gestion et transport d'énergie et déchets	2,1	1,8	1,5	1,9	1,2	2,7	1,8	5,9	1,3	1,9	0,4	1,8
Intermédiation	ВТР	1,5	1,1	1,5	1,5	1,3	1,9	1,2	1,8	1,6	1,9	0,1	1,4
Intermédiation	Edition, production audio-visuelle	0,4	0,7	0,2	0,7	0,6	0,3	0,7	0,1	0,1	0,4	0,2	0,5
Conso-localisée	commerces et services marchands	11,5	12,0	13,2	15,3	15,8	16,4	14,7	15,8	15,9	20,6	19,7	13,3
Conso-localisée	santé et services non marchands	10,7	10,4	14,3	11,8	10,7	12,4	11,4	14,5	13,0	16,6	5,1	12,2
Conso-localisée	hébergements touristiques, restauration, café	3,9	3,6	3,1	4,4	6,0	5,2	4,0	4,1	2,5	5,1	3,6	4,6
Conso-localisée	culture	2,2	2,6	2,4	2,2	2,3	3,0	2,4	2,2	1,8	3,3	1,5	2,4
Conso-diffuse	Artisanat BTP	5,9	5,9	6,1	6,2	7,8	7,7	6,6	10,9	6,7	9,8	11,1	6,0
Conso-diffuse	Serv. Aux ménages	4,9	3,9	3,5	3,9	3,5	5,0	4,4	3,2	4,8	4,3	3,4	4,5
TOTAL	TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



Echelle des 11 aires urbaines

Répartition des emplois salariés privés par sous-famille en 2017 (en nb. d'emplois par habitant)

				Saint-	Clermont-					Romans-		Saint-	Moyenne
		Lyon	Grenoble	Étienne	Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	sur-Isère	Gap	Marcellin	10 AU
Exportation	Fabrication	32	48	31	37	33	20	30	27	40	2	39	25
Exportation	Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	20	23	16	10	15	12	17	5	10	7	8	18
Intermédiation	services aux entreprises (ou sup. ménage)	104	81	56	67	81	68	84	50	45	51	34	94
Intermédiation	Réparations, installations, maintenance, logistique, transport	19	8	12	14	8	15	15	11	9	10	7	14
Intermédiation	Intermédiaires de commerce	15	10	7	9	14	10	15	9	7	13	12	13
Intermédiation	Extractions et petite industrie	13	9	22	10	13	13	18	8	28	4	15	10
Intermédiation	Gestion et transport d'énergie et déchets	7	6	4	5	4	8	6	16	3	5	1	6
Intermédiation	ВТР	5	3	4	4	4	6	4	5	4	5	0	5
Intermédiation	Edition, production audio-visuelle	1	2	1	2	2	1	2	0	0	1	0	1
Conso-localisée	commerces et services marchands	41	37	35	43	51	50	51	42	42	50	41	44
Conso-localisée	santé et services non marchands	38	32	38	34	35	38	39	38	35	40	11	40
Conso-localisée	hébergements touristiques, restauration, café	14	11	8	13	20	16	14	11	7	12	8	15
Conso-localisée	culture	8	8	7	6	7	9	8	6	5	8	3	8
Conso-diffuse	Artisanat BTP	21	18	16	18	25	24	23	29	18	24	23	20
Conso-diffuse	Serv. Aux ménages	17	12	9	11	11	15	15	9	13	10	7	15
TOTAL	TOTAL	357	308	266	284	325	306	344	266	266	243	209	328



Echelle des 11 aires urbaines

Evolution des emplois salariés privés par sous-famille entre 2007/2017 (en %)

				Saint-	Clermont-					Romans-		Saint-	Moyenne
		Lyon	Grenoble	Étienne	Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	sur-Isère	Gap	Marcellin	10 AU
Exportation	Fabrication	-13,3	-13,5	-19,9	-1,2	-2,8	-12,6	-17,2	-8,8	-4,7	-3,8	-35,3	-5,3
Exportation	Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	9,2	0 10,7	13,3	0,7	16,0	15,3	-10,0	-18,7	15,6	-8,8	42,6	4,6
Intermédiation	services aux entreprises (ou sup. ménage)	17,1	5,4	-3,5	15,6	1,6	5,3	10,8	-4,6	3,2	0,1	-8,6	16,6
Intermédiation	Réparations, installations, maintenance, logistique, transport	18,1	· -7,7	-4,1	12,8	20,0	24,3	34,4	-2,5	14,7	54,8	-17,4	15,0
Intermédiation	Intermédiaires de commerce	4,4	-6,5	-13,9	-4,9	6,2	6,9	12,5	12,3	-2,1	-2,0	3,1	-3,6
Intermédiation	Extractions et petite industrie	-17,2	-26,4	-17,3	-13,8	-15,3	-6,3	-4,7	-31,2	-0,5	-22,5	-34,6	-19,2
Intermédiation	Gestion et transport d'énergie et déchets	9,4	7,9	-0,1	9,0	-3,0	34,7	7,1	-2,5	-14,2	-16,1	-72,9	5,6
Intermédiation	ВТР	12,3	-8,6	-11,9	-11,1	42,2	50,7	-25,3	-3,4	-4,5	-18,1	-94,1	8,1
Intermédiation	Edition, production audio-visuelle	-15,2	1,9	-37,6	-6,4	45,7	-25,3	63,3	-28,9	185,7	13,1	200,0	-7,4
Conso-localisée	commerces et services marchands	8,3	○ -3,0	-6,7	4,6	10,2	12,2	0,0	7,7	0,4	-0,2	9,4	7,1
Conso-localisée	santé et services non marchands	22,8	5,7	9,8	5,0	22,0	21,4	12,5	45,8	36,2	14,3	-7,0	18,2
Conso-localisée	hébergements touristiques, restauration, café	39,3	17,1	19,1	23,0	39,6	7,9	30,3	23,7	4,9	1,0	24,0	30,8
Conso-localisée	culture	38,6	15,7	7,9	11,0	4,4	11,3	28,3	25,9	28,2	-9,7	-25,0	27,3
Conso-diffuse	Artisanat BTP	-1,2	-10,6	-20,6	-15,4	-5,8	-11,1	7,0	-3,3	-24,3	-15,9	18,4	-5,1
Conso-diffuse	Serv. aux ménages	6,7	16,8	-12,9	-12,8	6,3	-25,7	-5,0	-12,5	47,9	-19,6	-20,3	0,6
TOTAL	TOTAL	9,5	-0,8	-6,1	3,6	6,6	5,0	4,5	2,5	4,0	-1,4	-12,6	8,5

) Né

Négatif et moins bien que la moy. AU



Positif mais moins bien que la moyenne française des 10 premières AU Positif et mieux que la moy. AU



Echelle des 11 aires urbaines

Evolution des emplois salariés privés par sous-famille entre 2012/2017 (en %)

				Saint-	Clermont-					Romans-		Saint-	Moyenne
		Lyon	Grenoble	Étienne	Ferrand	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	sur-Isère	Gap	Marcellin	10 AU
export	Fabrication	-5,1	○○ -5,1	-5,2	-2,1	2,1	-2,4	-2,9	-2,3	0,4	8,6	-16,3	-0,3
export	Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	10,2	00 0,1	10,0	-1,5	6,2	-1,5	-7,3	-24,1	9,2	-0,9	5,8	5,1
Intermédiation	services aux entreprises (ou sup. ménage)	16,3	10,9	11,5	19,9	15,5	5,4	23,1	-0,1	24,3	10,3	25,9	14,5
Intermédiation	Réparations, installations, maintenance, logistique, transport	16,0	∞ 2,8	3,8	23,6	16,2	34,8	14,9	0,2	35,4	48,4	14,8	15,4
Intermédiation	Intermédiaires de commerce	6,8		-17,0	0,8	5,9	15,6	6,9	-1,7	-2,7	-6,1	23,8	0,9
Intermédiation	Extractions et petite industrie	-5,4	∞ -10,0	-2,1	-0,5	0,2	1,8	-2,5	-15,0	17,0	9,5	-18,8	-5,8
Intermédiation	Gestion et transport d'énergie et déchets	2,4			1,7	-2,0	8,9	-6,5	-1,0	-6,5	-16,1	-20,8	-1,4
Intermédiation	ВТР	2,8	-10,9	-2,4	-14,7	11,3	13,1	-26,8	-10,2	-22,0	0,0	-25,0	3,4
Intermédiation	Edition, production audio-visuelle	-2,0	19,2	0,0	2,3	29,8	-14,7	81,5	17,4	66,7	-4,2	200,0	-4,2
Conso-local	commerces et services marchands	6,3	-0,4	-1,6	4,5	7,9	6,2	2,1	4,6	5,1	-3,0	2,1	5,6
Conso-local	santé et services non marchands	12,0	2,6	4,0	-1,9	6,5	4,7	5,7	29,6	8,1	-3,1	-18,1	7,4
Conso-local	hébergements touristiques, restauration, café	16,9	7,1	7,7	15,6	23,5	5,8	11,9	14,7	-7,1	4,8	16,5	15,5
Conso-local	culture	19,4	11,6	8,2	2,7	16,6	4,5	3,5	3,7	13,1	-1,3	-2,5	13,1
Conso-diffus	Artisanat BTP	-0,9	○○ -5,4	-13,7	-7,4	-0,2	-5,8	-2,0	-1,8	-21,2	-7,4	11,0	-2,2
Conso-diffus	Serv. Aux ménages	-2,3	○○ 6,1	-22,0	-11,4	-4,3	-24,9	-7,5	4,2	39,3	-7,2	-18,4	-3,2
TOTAL	TOTAL	8,2	2,0	0,2	4,7	8,5	3,0	5,6	2,9	7,3	0,6	-0,1	6,9

Positif mais moins bien que la moyenne française des 10 premières AU
Négatif et moins bien que la moy. AU
Positif et mieux que la moy. AU

Source : Talandier 2018, d'après Unedic et Accoss

`Evol. 2007/2017 + 2012/2017



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Quatre cas de figure :

- Faiblesse structurelle (diminution des emplois dans des secteurs également en baisse dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Faiblesse spécifique (diminution des emplois dans des secteurs en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Résilience structurelle (progression des emplois dans des secteurs également en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Résilience spécifique (progression des emplois dans des secteurs qui diminuent dans les autres aires urbaines de taille comparable)



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Faiblesse structurelle (diminution des emplois dans des secteurs également en baisse dans les autres aires urbaines de taille comparable)

		10 autres
		AU
	AU	françaises
Faiblesse structurelle	Grenoble	(hors Paris)
Total emplois de ce type	547 328	790 539
% dans l'emploi total	25,7	21,5
Var. 2012/2017 en nb.	-12 038	-114 840
Var. 2012/2017 en %.	-18,9	-15,1



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Secteurs emblématiques de la faiblesse structurelle

		Nb. Emplois	var. 2007-			
Secteur	Sphère	2017	2017	2007-2012	2012-2017	2007-2017
Fabrication de machines pour l'extraction ou la construction	export	1473	-1312	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Fabrication de matériel de distribution et de commande électrique	export	5376	-1074	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Fabrication de papier et de carton	export	356	-701	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Sidérurgie	export	569	-556	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Commerce de gros (commerce interentreprises) de matériel électrique	export	673	-452	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base n.c.a.	export	896	-403	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Fabrication de composants électroniques	export	8173	-332	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Conception, assemblage sur site industriel d'éqts de contrôle des processus ind.	export	693	-110	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Activités de poste dans le cadre d'une obligation de service universel	Intermédiation	2538	-800	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Télécommunications filaires	Intermédiation	1267	-567	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Autres intermédiations monétaires	Intermédiation	2694	-453	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Restauration collective sous contrat	Intermédiation	626	-242	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Fabrication de structures métalliques et de parties de structures	Intermédiation	309	-228	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Commerce de gros de bois et de matériaux de construction	Intermédiation	754	-190	Résilience spécif	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Construction de routes et autoroutes	Intermédiation	601	-145	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Distribution d'électricité	Intermédiation	1881	53	Résilience struct	Faiblesse struct.	Résilience spécif.
Production et distribution de vapeur et d'air conditionné	Intermédiation	629	107	Résilience struct	Faiblesse struct.	Résilience spécif.
Commerce de détail d'habillement en magasin spécialisé	Conso-local	1515	-238	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.
Coiffure	Conso-local	872	-220	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé	Conso-local	1186	-92	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Activités générales de sécurité sociale	Conso-local	1667	72	Résilience spécif	Faiblesse struct.	Résilience spécif.
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	Conso-diffus	1682	-419	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Transport ferroviaire interurbain de voyageurs	Conso-diffus	514	-313	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Travaux de peinture et vitrerie	Conso-diffus	1014	-261	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Travaux de menuiserie bois et PVC	Conso-diffus	766	-45	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	Conso-diffus	891	-19	Résilience struct	Faiblesse struct.	Faiblesse struct.
Administration d'immeubles et autres biens immobiliers	Conso-diffus	612	18	Résilience struct	Faiblesse struct.	Résilience struct.
Construction d'autres bâtiments	Conso-diffus	616	43	Résilience spécif	Faiblesse struct.	Résilience spécif.



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Faiblesse spécifique (diminution des emplois dans des secteurs en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)

		10 autres
		AU
	AU	françaises
Faiblesse spécifique	Grenoble	(hors Paris)
Total emplois de ce type	35 836	776 556
% dans l'emploi total	16,8	21,1
Var. 2012/2017 en nb.	-3 689	77 343
Var. 2012/2017 en %.	-9,8	13,4



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Secteurs emblématiques de la faiblesse spécifique

		Nb. Emplois	var. 2007-			
Secteur	Sphère	2017	2017	2012-2017	2007-2017	2007-2017
Fabrication d'ordinateurs et d'équipements périphériques	export	1110	-833	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Commerce de gros (commerce interentreprises) de fournitures et équipements industriels divers	export	887	-166	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Fabrication d'autres machines d'usage général	export	245	-94	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	
Métallurgie des autres métaux non ferreux	export	390	-18	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Autre mise à disposition de ressources humaines	Intermédia	548	-547	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	
Mécanique industrielle	Intermédia	946	-210	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.
Fabrication d'autres articles en papier ou en carton	Intermédia	412	-159	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.
Entreposage et stockage non frigorifique	Intermédia	373	-81	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Autres transports routiers de voyageurs	Intermédia	760	-59	Résilience struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Commerce de gros (commerce interentreprises) alimentaire non spécialisé	Intermédia	236	-49	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Commerce de gros (commerce interentreprises) de produits pharmaceutiques	Intermédia	830	-25	Résilience spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Supports juridiques de gestion de patrimoine mobilier	Intermédia	419	-16	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Travaux d'étanchéification	Intermédia	256	-10	Résilience struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Hypermarchés	Conso-local	2628	-694	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Pratique dentaire	Conso-local	836	-537	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Hôtels et hébergement similaire	Conso-local	913	-275	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	Conso-local	1370	-243	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.
Formation continue d'adultes	Conso-local	739	-204	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Activités chirurgicales	Conso-local	606	-135	Résilience struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Autres activités des médecins spécialistes	Conso-local	563	-128	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Transports urbains et suburbains de voyageurs	Conso-local	1457	-80	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Activités d'architecture	Conso-diffu	757	-203	Faiblesse struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse struct.
Travaux de plâtrerie	Conso-diffu	278	-138	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Activités des agents et courtiers d'assurances	Conso-diffu	509	-81	Résilience struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.
Promotion immobilière de logements	Conso-diffu	263	-59	Résilience struct.	Faiblesse spécif.	Faiblesse spécif.



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Résilience structurelle (progression des emplois dans des secteurs également en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)

		10 autres
		AU
	AU	françaises
Résilience structurelle	Grenoble	(hors Paris)
Total emplois de ce type	103 923	1 824 190
% dans l'emploi total	48,9	49,6
Var. 2012/2017 en nb.	15 570	306 928
Var. 2012/2017 en %.	18,2	23,2



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Secteurs emblématiques de la résilience structurelle

		Nb. Emplois	var. 2007-			
	Sphère	2017	2017	2007-2012	2012-2017	2007-2017
Secteur	export	6829	1843	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Recherche-développement en autres sciences physiques et naturelles	export	1972	879	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités des sièges sociaux	export	2635	220	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Fabrication de matériel médico-chirurgical et dentaire	export	877	207	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Fabrication d'équipements d'irradiation médicale	Intermédiation	5618	1490	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Conseil en systèmes et logiciels informatiques	Intermédiation	1932	1132	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Programmation informatique	Intermédiation	1484	515	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	Intermédiation	4760	474	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Ingénierie, études techniques	Intermédiation	716	451	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Centres de collecte et banques d'organes	Intermédiation	1763	365	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités de sécurité privée	Intermédiation	6388	261	Faiblesse spécif.	Résilience struct.	Résilience struct.
Nettoyage courant des bâtiments	Intermédiation	1619	252	Faiblesse spécif.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités comptables	Intermédiation	1229	211	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités des sociétés holding	Intermédiation	1496	200	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	Intermédiation	880	97	Faiblesse spécif.	Résilience struct.	Résilience struct.
Analyses, essais et inspections techniques	Conso-local	2426	1069	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Restauration de type rapide	Conso-local	1068	546	Résilience spécif.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités de santé humaine non classées ailleurs	Conso-local	2412	451	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Supermarchés	Conso-local	1011	445	Faiblesse spécif.	Résilience struct.	Résilience struct.
Hébergement médicalisé pour enfants handicapés	Conso-local	1583	397	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités de clubs de sports	Conso-local	3310	293	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Restauration traditionnelle	Conso-local	601	271	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Location et location-bail d'autres biens personnels et domestiques	Conso-local	1140	268	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Enseignement supérieur	Conso-local	575	240	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Activités des professionnels de la rééducation	Conso-local	996	207	Faiblesse spécif.	Résilience struct.	Résilience struct.
Hébergement social pour enfants en difficultés	Conso-local	2421	192	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire	Conso-local	1278	188	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Boulangerie et boulangerie-pâtisserie	Conso-diffus	1364	813	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.
Ambulances	Conso-diffus	1200	84	Résilience struct.	Résilience struct.	Résilience struct.



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Résilience spécifique (progression des emplois dans des secteurs en diminution dans les autres aires urbaines de taille comparable)

		10 autres
		AU
	AU	françaises
Résilience spécifique	Grenoble	(hors Paris)
Total emplois de ce type	18 186	283 851
% dans l'emploi total	8,6	7,7
Var. 2012/2017 en nb.	1 060	-22 856
Var. 2012/2017 en %.	6,8	-9,6



Capacité de résilience « post-crise » économique de l'AU de Grenoble

Secteurs emblématiques de la résilience spécifique

		Nb. Emplois	var. 2007-			
Secteur	Sphère	2017	2017	2012-2017	2007-2017	2007-2017
Fabrication de moteurs et turbines, à l'exception des moteurs d'avions et de véhicules	export	810	771	Résilience struct.	Résilience spécif.	Résilience struct.
Fabrication d'équipements aérauliques et frigorifiques industriels	export	1093	264	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Fabrication de matériel de levage et de manutention	export	594	101	Faiblesse struct.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Fabrication d'autres articles métalliques	export	917	18	Faiblesse struct.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Fabrication d'équipements de communication	export	340	18	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Vente à distance sur catalogue général	Intermédiation	366	287	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Production de boissons rafraîchissantes	Intermédiation	359	122	Résilience struct.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Autres activités de nettoyage n.c.a.	Intermédiation	156	103	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	Intermédiation	292	76	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Captage, traitement et distribution d'eau	Intermédiation	304	48	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Activités des agences de publicité	Intermédiation	521	37	Résilience spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Cafétérias et autres libres-services	Intermédiation	210	11	Faiblesse spécif.	Résilience spécif.	Résilience spécif.
Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	Conso-diffus	696	39	Résilience struct.	Résilience spécif.	Résilience spécif.



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Répartition entre les 12 EPCI des emplois salariés privés par sphère en 2017 (en %)

	Exportation	Intermédiation	Consommation	Conso-local	Conso-diffus	Total
CC du Royans-Vercors	31,6	29,9	38,5	29,0	9,4	100,0
CC le Grésivaudan	33,5	39,5	27,0	19,6	7,4	100,0
CC Saint-Marcellin Vercors Isère	20,5	38,1	41,4	25,6	15,7	100,0
CC de l'Oisans	3,0	13,4	83,6	74,8	8,8	100,0
CC de la Matheysine	19,4	28,5	52,2	43,8	8,3	100,0
CC de Bièvre Est	25,7	36,2	38,1	22,5	15,6	100,0
CC Bièvre Isère	16,5	40,1	43,4	26,9	16,5	100,0
CC du Trièves	5,5	38,5	56,0	38,5	17,5	100,0
CA du Pays Voironnais	22,4	38,4	39,2	27,0	12,3	100,0
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	21,0	38,5	40,5	31,0	9,5	100,0
CC du Massif du Vercors	1,9	18,6	79,5	66,4	13,0	100,0
CC Coeur de Chartreuse	20,0	29,9	50,1	36,3	13,8	100,0
Cœur métropolitain	20,1	35,9	44,0	30,6	8,2	100,0



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Répartition entre les 12 EPCI des emplois salariés privés par sphère en 2017 (pour 1000 hab.)

	Exportation	Intermédiation	Consommation	Conso-local	Conso-diffus	Total
CC du Royans-Vercors	56	53	68	51	17	176
CC le Grésivaudan	95	112	76	56	21	283
CC Saint-Marcellin Vercors Isère	36	66	72	44	27	174
CC de l'Oisans	14	61	380	340	40	455
CC de la Matheysine	31	46	84	71	13	162
CC de Bièvre Est	44	62	65	38	27	171
CC Bièvre Isère	25	62	67	41	25	154
CC du Trièves	5	38	55	38	17	98
CA du Pays Voironnais	56	96	98	67	31	250
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	73	133	140	107	33	346
CC du Massif du Vercors	4	34	145	121	24	183
CC Coeur de Chartreuse	23	34	58	42	16	115
Cœur métropolitain	81	144	177	123	33	402



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Evolution des emplois salariés privés entre 2007 et 2017, en %

			2007/2017	en %		
	Exportation	Intermédiation	Consommation	Conso. Localisée	Conso. Diffuse	Total
CC du Royans-Vercors	220,7	47,4	-50,1	-40,1	-67,1	-6,8
CC le Grésivaudan	-9,6	15,3	5,8	5,5	6,6	3,3
CC Saint-Marcellin Vercors Isère	-23,1	-13,3	1,7	5,9	-4,4	-10,2
CC de l'Oisans	8,8	-8,4	24,7	28,7	-1,4	18,4
CC de la Matheysine	-6,7	10,1	5,9	8,7	-6,9	4,3
CC de Bièvre Est	9,7	-9,2	25,6	42,2	7,5	6,8
CC Bièvre Isère	-23,7	-0,7	8,1	17,0	-3,8	-2,1
CC du Trièves	-38,6	-5,5	5,8	27,8	-23,3	-2,6
CA du Pays Voironnais	-18,2	-8,4	3,9	7,7	-3,6	-6,6
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	-5,5	-0,9	0,9	2,0	-2,5	-1,2
CC du Massif du Vercors	32,3	14,7	18,2	28,0	-15,0	17,8
CC Coeur de Chartreuse	-23,6	-15,9	11,0	19,6	-6,6	-6,4
Cœur métropolitain	-5,4	-1,6	-1,5	1,4	-1,1	-2,4



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Evolution des emplois salariés privés entre 2012 et 2017, en %

			2012/2017	en %		
	Exportation	Intermédiation	Consommation	Conso. Localisée	Conso. Diffuse	Total
CC du Royans-Vercors	25,8	69,9	-28,9	10,7	-66,1	3,3
CC le Grésivaudan	-8,2	13,1	9,3	12,4	1,8	4,0
CC Saint-Marcellin Vercors Isère	-7,6	4,0	-0,2	0,2	-0,8	-0,3
CC de l'Oisans	-4,5	-6,5	19,6	23,4	-5,3	14,4
CC de la Matheysine	-5,5	5,4	13,7	22,2	-16,5	7,1
CC de Bièvre Est	9,4	-7,0	15,8	20,6	9,5	4,9
CC Bièvre Isère	-4,2	-1,2	4,4	7,6	-0,4	0,6
CC du Trièves	-20,6	13,2	-15,8	0,5	-38,0	-6,9
CA du Pays Voironnais	-1,1	1,4	1,4	-0,6	6,1	0,8
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	-3,0	5,6	0,6	1,8	-2,9	1,7
CC du Massif du Vercors	-21,2	15,0	10,9	12,3	4,5	10,8
CC Coeur de Chartreuse	6,8	0,7	3,6	7,4	-5,3	3,3
Cœur métropolitain	-3,2	4,2	2,7	2,0	-3,0	2,0



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain Répartition des emplois en 2017 (%)

				CC Saint-						CA du	Métropole	CC du		
		CC du	CC le	Marcellin			CC de	СС		Pays	Grenoble-	Massif	CC Coeur	Cœur
		Royans-	Grésivau	Vercors	CC de	CC de la	Bièvre	Bièvre	CC du	Voironn	Alpes-	du	de	métro-
		Vercors	dan	Isère	l'Oisans	Matheysine	Est	Isère	Trièves	ais	Métropole	Vercors	Chartreuse	politain
Fabrication	export	4,1	26,2	16,0	3,0	19,0	22,8	14,3	4,0	16,4	12,9	0,7	18,8	12,6
Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	export	27,3	7,3	4,3	0,1	0,3	2,9	2,2	1,2	5,8	8,1	0,2	1,3	8,6
Services aux entreprises	Interm	19,1	28,1	13,1	8,3	13,4	7,6	18,2	9,8	22,0	27,3	14,0	9,3	28,0
Intermédiaires de commerce	Interm	1,1	2,9	5,0	0,9	0,4	5,0	4,4	3,4	3,3	3,0	0,5	1,3	3,1
Réparations, installations, logistique, transport	Interm	3,4	2,9	5,2	1,2	7,3	5,8	4,7	5,1	3,2	2,3	2,5	7,4	2,1
Gestion et transport d'énergie et déchets	Interm	0,6	0,9	0,9	1,7	1,0	1,6	0,1	1,3	0,9	2,2	0,4	0,4	2,2
Extractions et petite industrie	Interm	4,4	3,6	12,9	0,3	1,1	11,5	10,9	6,4	6,8	1,9	0,7	7,8	1,4
ВТР	Interm	0,9	1,0	1,0	1,0	5,3	4,6	1,4	5,9	2,0	0,9	0,4	3,3	0,7
Edition, production audio-visuelle	Interm	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,3	6,5	0,3	0,8	0,1	0,4	0,4
Commerces et services marchands	Conso	13,0	9,5	15,2	15,6	18,1	12,4	15,6	14,1	13,4	12,5	19,7	16,2	12,9
Santé et services non marchands	Conso	4,7	5,3	4,5	19,1	17,9	7,0	7,6	11,6	8,3	11,9	19,7	8,6	12,5
Hébergements touristiques, restauration, café	Conso	7,0	2,9	4,1	38,9	5,2	2,3	2,6	8,4	3,0	3,8	22,6	3,5	4,0
Culture	Conso	4,4	1,9	1,9	1,1	2,7	0,8	1,2	4,4	2,3	2,8	4,5	8,0	2,9
Artisanat BTP	Conso	7,5	4,8	12,2	4,9	5,7	12,5	13,8	13,0	8,2	5,3	10,0	11,0	4,2
Serv. Aux ménages	Conso	2,0	2,5	3,5	3,9	2,7	3,1	2,8	4,5	4,1	4,2	3,0	2,8	4,4
TOTAL		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Répartition des emplois en 2017 (pour 1000 hab.)

				CC Saint-						CA du	Métropole	CC du		
		CC du	CC le	Marcellin			CC de	CC		Pays	Grenoble-	Massif	CC Coeur	Cœur
		Royans-	Grésivau-	Vercors	CC de	CC de la	Bièvre	Bièvre	CC du	Voiron-	Alpes-	du	de	métro-
		Vercors	dan	Isère	l'Oisans	Matheysine	Est	Isère	Trièves	nais	Métropole	Vercors	Chartreuse	politain
Fabrication	export	7	74	28	14	31	39	22	4	41	45	1	22	48
Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	export	48	21	8	0	1	5	3	1	14	28	0	1	33
Services aux entreprises	Interm	34	80	23	38	22	13	28	10	55	94	26	11	107
Intermédiaires de commerce	Interm	2	8	9	4	1	9	7	3	8	10	1	2	12
Réparations, installations, logistique, transport	Interm	6	8	9	5	12	10	7	5	8	8	5	8	8
Gestion et transport d'énergie et déchets	Interm	1	2	2	8	2	3	0	1	2	8	1	0	8
Extractions et petite industrie	Interm	8	10	22	1	2	20	17	6	17	7	1	9	5
ВТР	Interm	2	3	2	5	9	8	2	6	5	3	1	4	3
Edition, production audio-visuelle	Interm	1	0	0	0	0	0	0	6	1	3	0	0	1
Commerces et services marchands	Conso	23	27	26	71	29	21	24	14	34	43	36	19	49
Santé et services non marchands	Conso	8	15	8	87	29	12	12	11	21	41	36	10	48
Hébergements touristiques, restauration, café	Conso	12	8	7	177	8	4	4	8	7	13	41	4	15
Culture	Conso	8	5	3	5	4	1	2	4	6	10	8	9	11
Artisanat BTP	Conso	13	14	21	22	9	21	21	13	20	18	18	13	16
Serv. Aux ménages	Conso	3	7	6	18	4	5	4	4	10	15	5	3	17
TOTAL		176	283	174	455	162	171	154	98	250	346	183	115	381



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Evolution des emplois 2007/2017 (en %)

				CC Saint-						CA du	Métropole			
		CC du	CC le	Marcellin			CC de			Pays	Grenoble-	CC du	CC Coeur	Cœur
		Royans-	Grésivau	Vercors	CC de	CC de la	Bièvre	CC Bièvre	CC du	Voiron-	Alpes-	Massif du	de	métro-
		Vercors	dan	Isère	l'Oisans	Matheysine	Est	Isère	Trièves	nais	Métropole	Vercors	Chartreuse	politain
Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	export	450,6	-9,1	26,2	-81,3	-9,1	52,8	-38,6	-53,8	0,1	17,4		38,9	19,0
Fabrication	export	-16,7	-9,7	-30,6	20,8	-5,8	5,8	-20,8	-37,1	-22,7	-15,9	250,0	-25,9	-17,1
Gestion et transport d'énergie et déchets	Interm		109,5	-35,6	-39,7	7,1	-54,3	-41,2	-18,8	-1,4	7,9	-10,0	-63,2	7,3
Edition, production audio-visuelle	Interm	-44,4	-19,1	200,0	-50,0			-76,9	23,1	-31,5	5,9	-50,0	600,0	-14,4
services aux entreprises (ou sup. ménage)	Interm	150,4	20,2	-11,9	9,2	30,2	-27,8	14,1	-29,4	-1,7	3,6	15,4	-30,1	2,9
Réparations, installations, logistique, transport	Interm	5,4	9,1	-8,7	-49,6	18,9	14,7	-16,7	51,5	14,1	-4,9	0,0	0,0	-5,1
Intermédiaires de commerce	Interm	72,7	25,0	5,5	2,4	-65,7	66,4	28,4	-32,7	-10,0	-13,2	120,0	8,3	-13,5
ВТР	Interm	33,3	-5,2	-47,1	28,9	-14,6	-5,4	-0,8	20,8	8,5	-15,0	-18,2	-9,7	-29,1
Extractions et petite industrie	Interm	-41,9	-15,7	-16,8	75,0	-5,4	-10,6	-12,0	-3,1	-32,1	-28,6	200,0	-12,1	-32,0
Serv. Aux ménages	Conso	-88,9	56,6	-7,2	-1,0	121,6	8,3	-2,1	-26,7	9,3	14,8	-46,2	-38,6	15,7
culture	Conso	5,6	4,4	-6,4	-18,2	-11,8	45,0	61,7	126,3	35,1	13,3	-1,0	57,0	11,2
hébergements touristiques, restauration, café	Conso	15,4	36,7	26,2	50,8	-4,8	262,5	21,1	20,6	21,1	12,6	42,2	1,5	13,4
santé et services non marchands	Conso	-82,9	-17,0	-9,4	7,3	18,6	107,9	21,1	22,6	13,9	6,3	19,3	28,2	5,6
commerces et services marchands	Conso	18,6	15,3	8,5	19,1	7,9	9,9	12,2	20,0	-1,4	-6,3	31,6	7,1	-7,2
Artisanat BTP	Conso	-31,2	-8,7	-3,6	-1,7	-26,7	7,3	-4,1	-22,1	-9,1	-12,8	2,9	7,5	-14,0
TOTAL		-6,8	3,3	-10,2	18,4	4,3	6,8	-2,1	-2,6	-6,6	-1,2	17,8	-6,4	-1,5



Echelle des 12 EPCI + cœur métropolitain

Evolution des emplois 2012/2017 (en %)

				CC Saint-						CA du	Métropole			
		CC du	CC le	Marcellin			CC de			Pays	Grenoble-	CC du	CC Coeur	Cœur
		Royans-	Grésivau	Vercors	CC de	CC de la	Bièvre	CC Bièvre	CC du	Voiron-	Alpes-	Massif du	de	métro-
		Vercors	dan	Isère	l'Oisans	Matheysine	Est	Isère	Trièves	nais	Métropole	Vercors	Chartreuse	politain
Autres, dont R&D, comm. et serv. internationaux	export	29,6	-6,7	10,3	-78,6	42,9	46,7	-20,8	-50,0	3,9	0,8	-80,0	56,3	1,0
Fabrication	export	0,0	-8,7	-11,6	2,8	-4,4	5,9	-1,0	-11,4	-1,8	-5,3	55,6	4,6	-5,9
Edition, production audio-visuelle	Interm	-16,7	15,2	200,0	0,0			2300,0	68,4	-33,0	24,0		16,7	-16,9
services aux entreprises	Interm	129,4	21,1	14,9	-3,1	14,7	-24,4	7,7	-11,1	7,7	9,4	15,9	-3,2	8,7
Réparations, installations, logistique, transport	Interm	13,5	-21,0	12,4	-17,1	-9,2	5,3	4,0	194,1	26,7	8,2	29,3	2,1	11,4
Gestion et transport d'énergie et déchets	Interm	37,5	22,1	3,1	-13,7	0,0	-31,4	-47,4	0,0	-5,7	-2,1	28,6	-41,7	-3,8
Intermédiaires de commerce	Interm	46,2	19,1	18,9	-24,6	-14,3	10,6	-22,0	6,5	3,1	-7,9	-15,4	-16,1	-8,0
Extractions et petite industrie	Interm	7,1	-2,8	-10,5	27,3	2,9	7,5	-7,9	-8,7	-17,7	-10,3	15,4	-0,6	-16,4
ВТР	Interm	60,0	-8,8	-17,0	8,9	10,8	-19,4	0,8	1,8	-8,2	-13,6	-35,7	35,4	-25,9
Serv. Aux ménages	Conso	-89,9	8,9	-7,8	-8,1	-25,5	12,4	3,2	-53,2	20,8	4,3	1,6	10,2	3,8
Artisanat BTP	Conso	-10,5	-1,5	1,4	-2,9	-11,6	8,8	-1,1	-30,2	-0,1	-8,0	5,4	-8,5	-9,2
culture	Conso	-10,7	0,2	19,7	-33,3	-7,9	52,6	38,6	26,5	-5,0	13,7	-5,9	24,6	13,7
hébergements touristiques, restauration, café	Conso	13,2	20,4	5,4	35,5	22,1	155,9	9,3	-26,1	4,2	5,3	21,1	-15,0	5,3
santé et services non marchands	Conso	19,4	17,2	-16,1	6,8	53,9	61,7	5,5	11,8	3,0	1,6	3,4	20,9	2,5
commerces et services marchands	Conso	15,5	10,4	2,6	27,3	5,7	-3,9	6,5	7,8	-2,9	-1,4	17,6	0,3	-1,8
TOTAL		3,3	4,0	-0,3	14,4	7,1	4,9	0,6	-6,9	0,8	1,7	10,8	3,3	1,2



Capacité de résilience « post-crise » des EPCI et du cœur métropolitain de la région grenobloise

								Capacité
				Faiblesse	Faiblesse	Résilience	Résilience	de
Faiblesse	Faiblesse	Résilience	Résilience	structurelle	spécifique	structurelle	spécifique	résilience
structurelle	spécifique	structurelle	spécifique	%	%	%	%	(%)
8702	3035	13431	2168	31,8	11,1	49,1	7,9	57,1
183	197	294	87	24,0	25,9	38,6	11,4	50,1
403	258	868	49	25,5	16,3	55,0	3,1	58,1
356	702	985	420	14,5	28,5	40,0	17,1	57,0
35653	27043	74608	11140	24,0	18,2	50,3	7,5	57,8
2046	1552	3042	612	28,2	21,4	41,9	8,4	50,4
281	255	800	83	19,8	18,0	56,4	5,8	62,2
2389	1356	2130	521	37,4	21,2	33,3	8,1	41,4
654	1230	2710	157	13,8	25,9	57,0	3,3	60,3
5004	3025	10841	2764	23,1	14,0	50,1	12,8	62,9
312	576	934	158	15,8	29,1	47,2	8,0	55,2
1391	559	1393	220	39,0	15,7	39,1	6,2	45,3
20972	2//7/	60226	9994	22.0	19.2	51 5	7.4	58,9
	structurelle 8702 183 403 356 35653 2046 281 2389 654 5004 312 1391	structurelle spécifique 8702 3035 183 197 403 258 356 702 35653 27043 2046 1552 281 255 2389 1356 654 1230 5004 3025 312 576 1391 559	structurelle spécifique structurelle 8702 3035 13431 183 197 294 403 258 868 356 702 985 35653 27043 74608 2046 1552 3042 281 255 800 2389 1356 2130 654 1230 2710 5004 3025 10841 312 576 934 1391 559 1393	structurelle spécifique structurelle spécifique 8702 3035 13431 2168 183 197 294 87 403 258 868 49 356 702 985 420 35653 27043 74608 11140 2046 1552 3042 612 281 255 800 83 2389 1356 2130 521 654 1230 2710 157 5004 3025 10841 2764 312 576 934 158 1391 559 1393 220	Faiblesse structurelle structurelle structurelle spécifique Résilience spécifique structurelle spécifiq	Faiblesse structurelle structurelle structurelle structurelle structurelle spécifique structurelle structu	Faiblesse structurelle structurelle structurelle structurelle structurelle spécifique Résilience spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique structurelle spécifique	Faiblesse structurelle structurelle structurelle structurelle structurelle spécifique Résilience spécifique structurelle spécifique st

Quatre cas de figure :

- Faiblesse structurelle (diminution des emplois dans des secteurs également en baisse dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Faiblesse spécifique (diminution des emplois dans des secteurs en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Résilience structurelle (progression des emplois dans des secteurs également en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Résilience spécifique (progression des emplois dans des secteurs qui diminuent dans les autres aires urbaines de taille comparable)



Capacité de résilience « post-crise » des EPCI et du cœur métropolitain de la région grenobloise

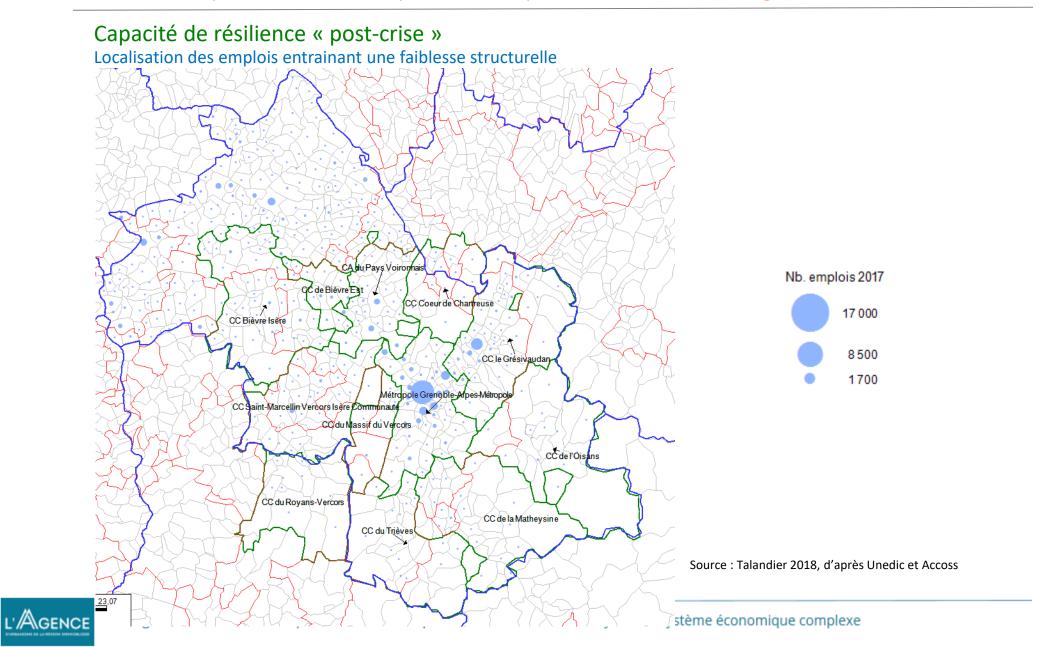
	Faiblesse	Faiblesse	Résilience	Résilience	
	structurelle	spécifique	structurelle	spécifique	Capacité de
	/ hab	/ hab	/ hab	/ hab	résilience
CC le Grésivaudan	86	30	133	21	155
CC du Trièves	18	20	29	9	38
CC Coeur de Chartreuse	24	15	51	3	54
CC de la Matheysine	19	37	51	22	73
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	80	61	167	25	192
CC Bièvre Isère	38	29	56	11	68
CC du Royans-Vercors	29	26	82	9	91
CC Saint-Marcellin Vercors Isère Communauté	54	31	48	12	60
CC de l'Oisans	61	115	254	15	268
CA du Pays Voironnais	54	32	116	30	146
CC du Massif du Vercors	27	49	80	14	93
CC de Bièvre Est	64	26	64	10	74
Cœur métropolitain	84	67	189	27	217

Source : Talandier 2018, d'après Unedic et Accoss

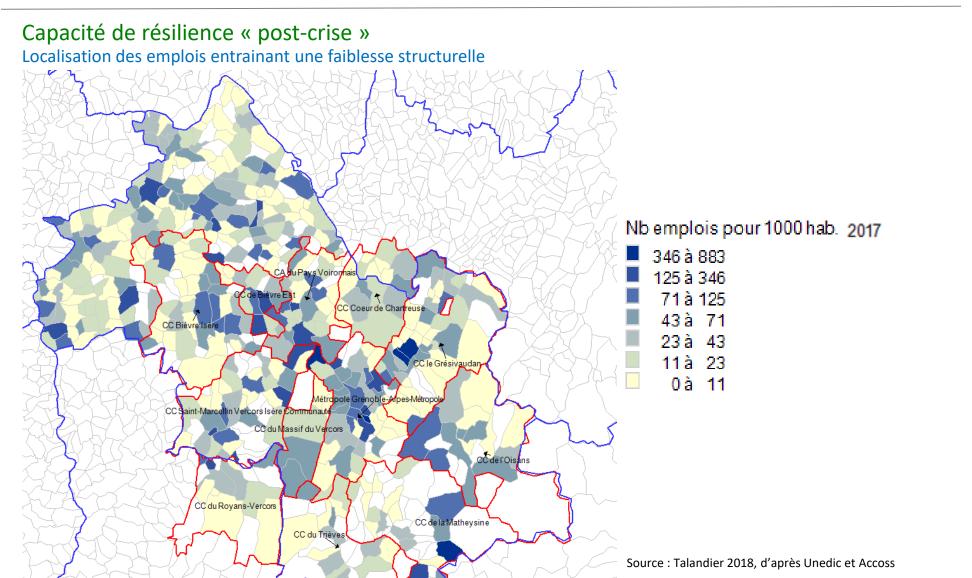
Quatre cas de figure :

- Faiblesse structurelle (diminution des emplois dans des secteurs également en baisse dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Faiblesse spécifique (diminution des emplois dans des secteurs en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Résilience structurelle (progression des emplois dans des secteurs également en progression dans les autres aires urbaines de taille comparable)
- Résilience spécifique (progression des emplois dans des secteurs qui diminuent dans les autres aires urbaines de taille comparable)

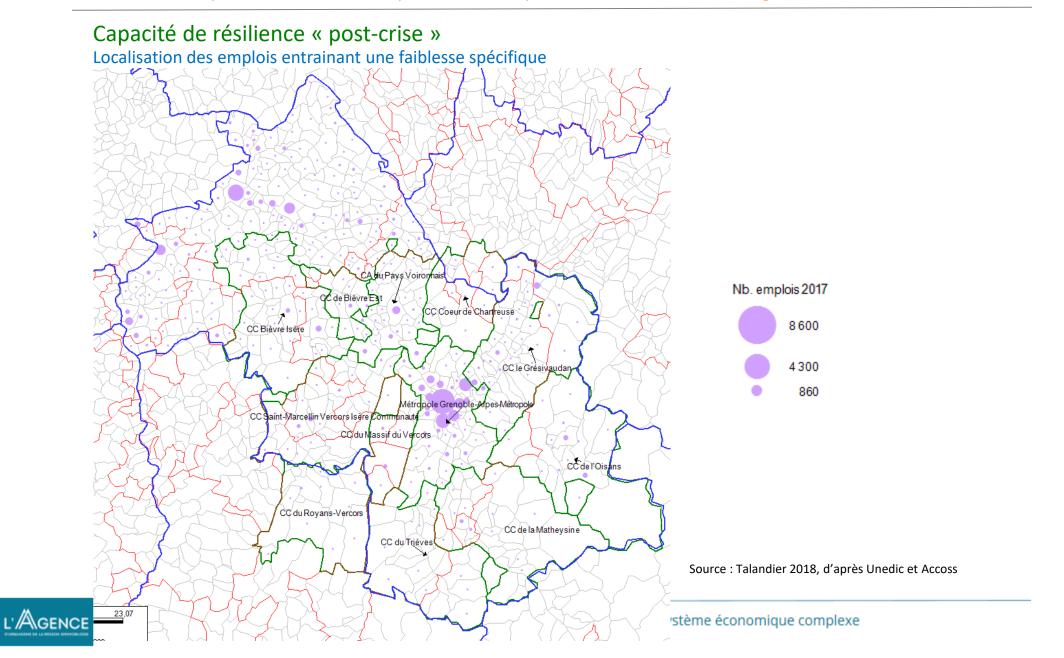


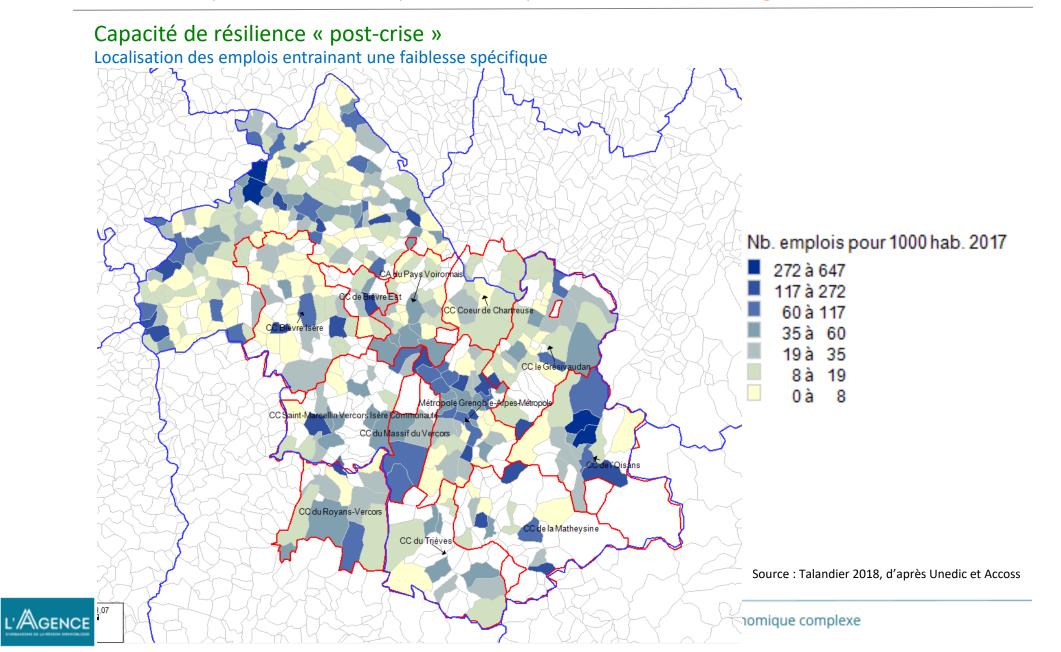


L'AGENCE



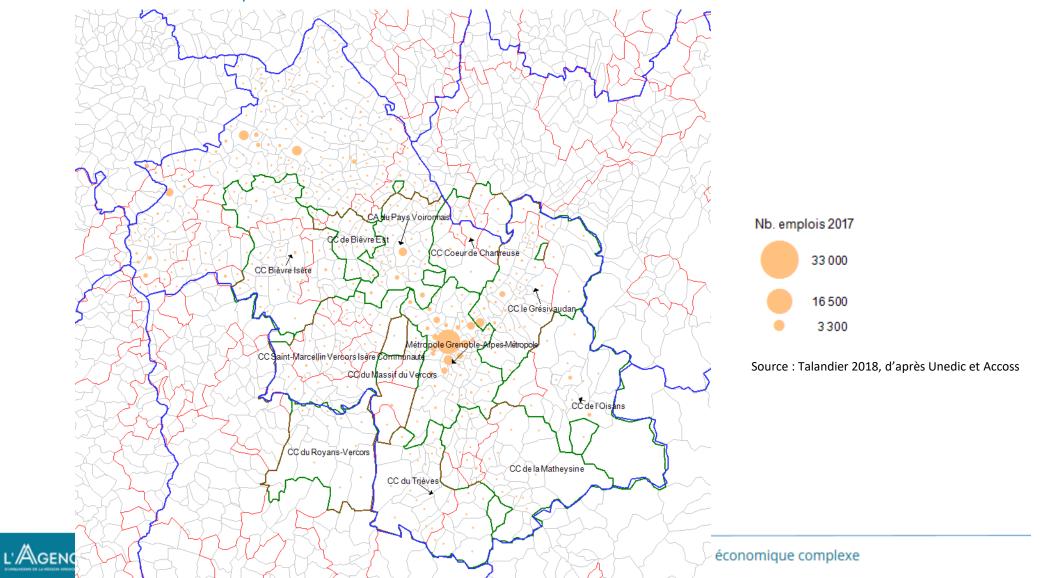


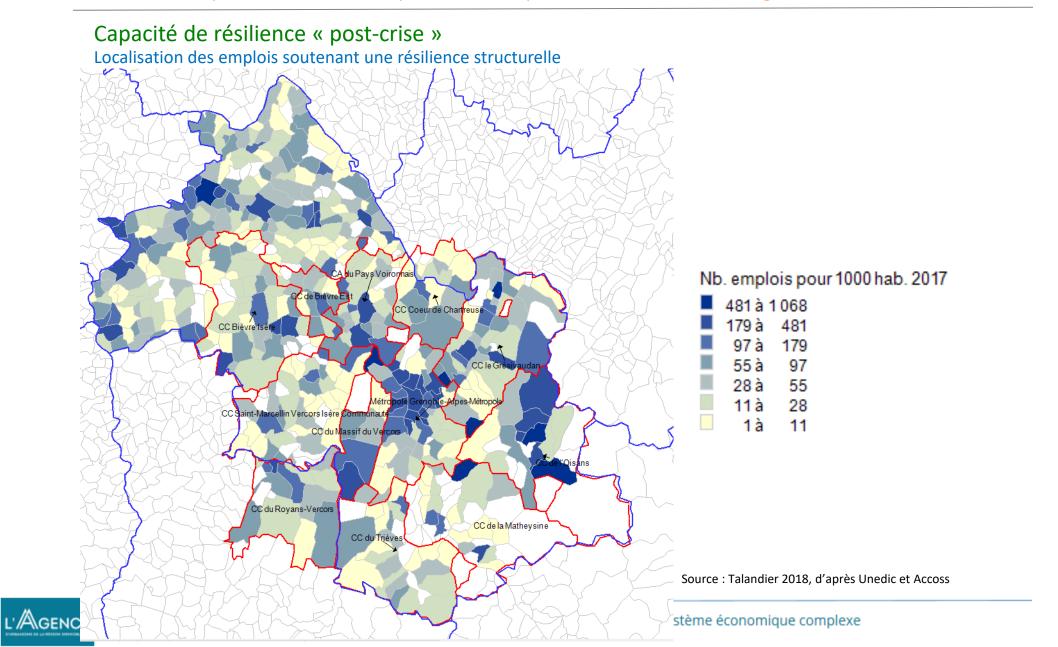




Capacité de résilience « post-crise »

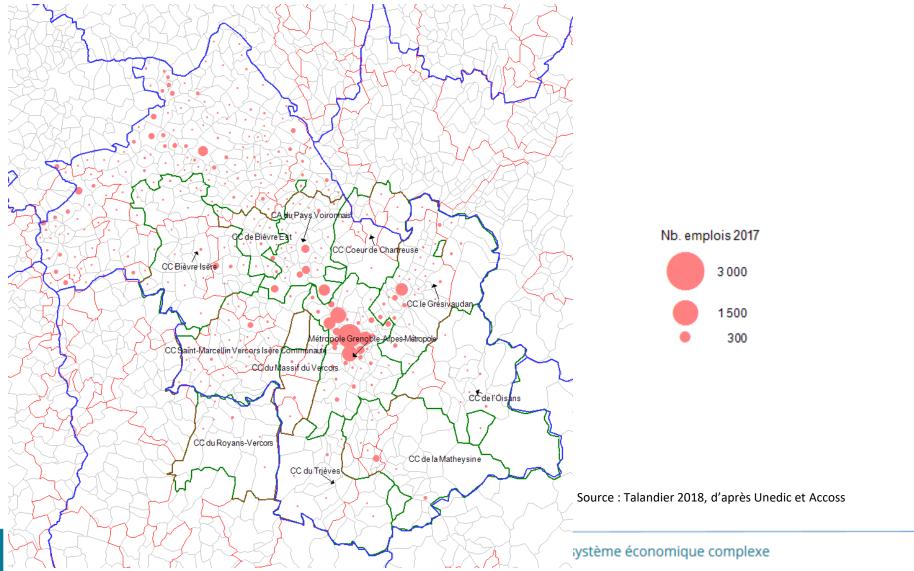
Localisation des emplois soutenant une résilience structurelle

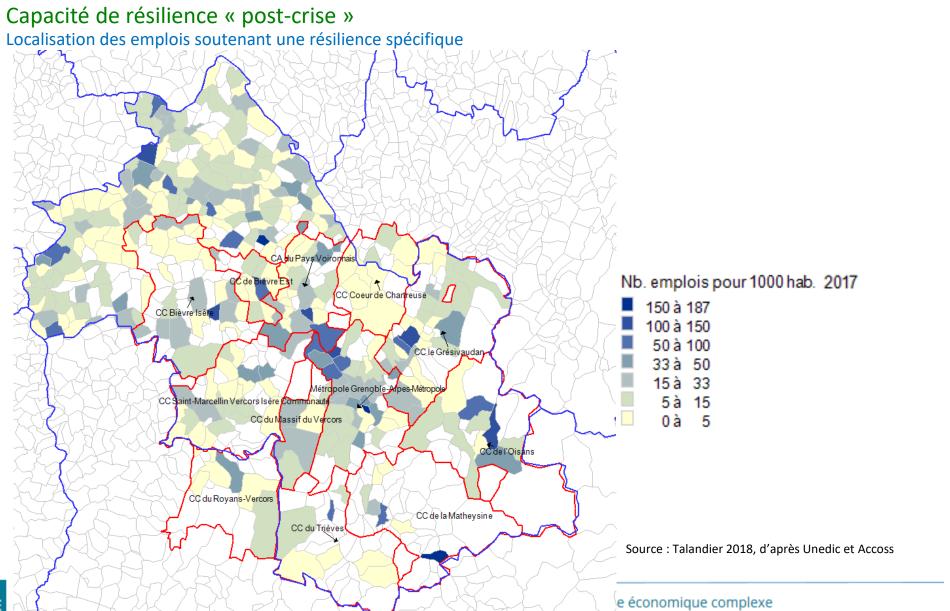


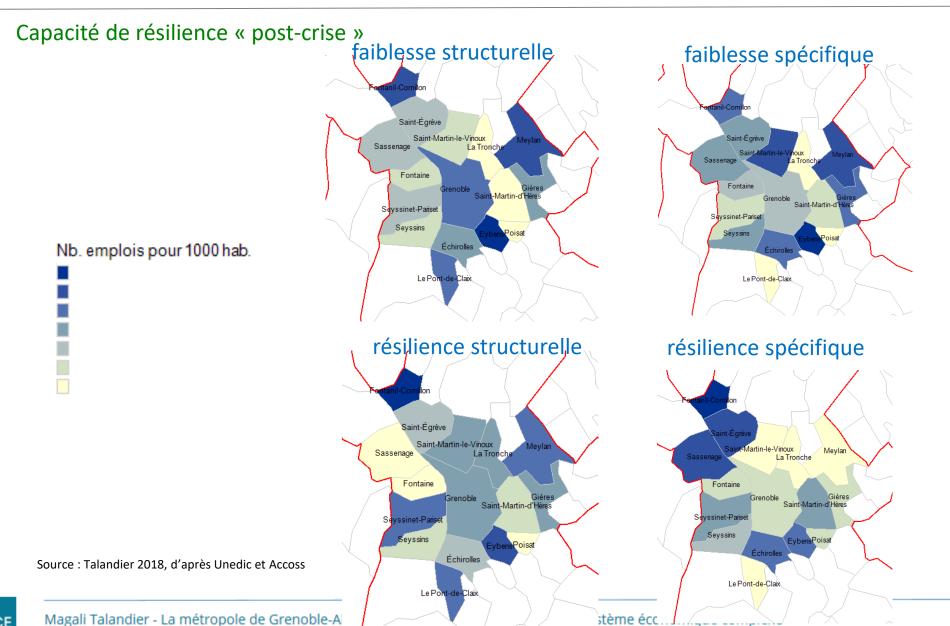


Capacité de résilience « post-crise »

Localisation des emplois soutenant une résilience spécifique

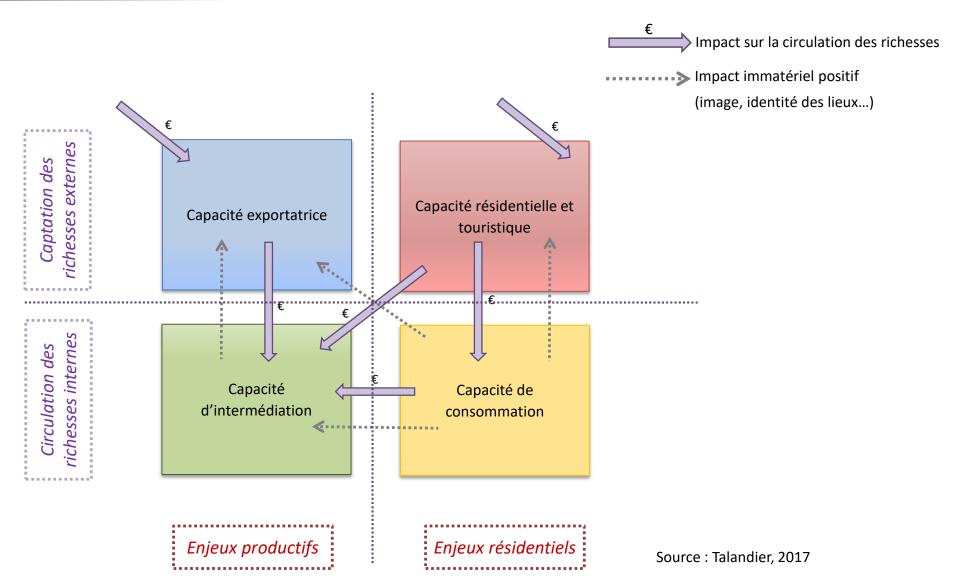








Cadre d'analyse des capacités territoriales





Quelles sont les capacités territoriales des grandes aires urbaines de la région

Capacités territoriales, répartition en structure (%) -2014

		Capacité			Total				
	Capacité	résidentielle	Capacité	Capacité de	capacités	Total	Total		Total
	exportatrice	et touristique	d'intermédiation	consommation	économiques	productif	résidentiel	Total exogène	endogène
Lyon	20,0	28,7	27,5	23,8	100,0	47,5	52,5	48,7	51,3
Grenoble	24,2	37,1	19,9	18,7	100,0	44,2	55,8	61,3	38,7
Saint-Étienne	18,6	44,3	18,1	19,0	100,0	36,7	63,3	62,9	37,1
Clermont-Ferrand	20,5	40,7	18,1	20,7	100,0	38,6	61,4	61,2	38,8
Annecy	18,7	44,6	17,3	19,5	100,0	35,9	64,1	63,2	36,8
Chambéry	16,1	45,1	17,3	21,5	100,0	33,4	66,6	61,2	38,8
Valence	17,0	46,8	17,6	18,5	100,0	34,6	65,4	63,8	36,2
Vienne	12,7	57,5	13,2	16,6	100,0	25,9	74,1	70,2	29,8
Romans-sur-Isère	16,3	54,9	13,0	15,7	100,0	29,3	70,7	71,3	28,7
Gap	11,0	49,2	16,6	23,1	100,0	27,7	72,3	60,3	39,7
Saint-Marcellin	18,1	58,3	10,2	13,4	100,0	28,3	71,7	76,4	23,6

Source: Talandier 2018, d'après Esane, Accoss, DGI, Insee-REE

Quelles sont les capacités territoriales des grandes aires urbaines de la région

Capacités territoriales, montant en €/habitant -2014

											Propension à
					Total			Equilibre			transformer
	Capacité	Capacité	Capacité	Capacité de	capacités	Total	Total	productivo-		Total	l'exogène en
	exportatrice	résidentielle	d'intermédiation	consommation	économiques	productif	résidentiel	résidentiel	Total exogène	endogène	endogène
Lyon	4288	6161	5897	5101	21447	10185	11263	0,90	12058	10998	0,91
Grenoble	4036	6181	3320	3119	16657	7356	9301	0,79	9501	6439	0,68
Saint-Étienne	2659	6336	2587	2721	14303	5246	9057	0,58	8923	5308	0,59
Clermont-Ferrand	3203	6371	2835	3247	15656	6038	9618	0,63	9206	6082	0,66
Annecy	3857	9215	3575	4028	20674	7432	13242	0,56	12789	7602	0,59
Chambéry	2659	7470	2872	3556	16557	5531	11026	0,50	10342	6428	0,62
Valence	2768	7640	2876	3023	16308	5645	10663	0,53	10517	5900	0,56
Vienne	2062	9372	2155	2697	16287	4217	12070	0,35	11528	4853	0,42
Romans-sur-Isère	2452	8255	1954	2363	15024	4406	10618	0,41	10209	4317	0,42
Gap	1591	7095	2397	3324	14407	3988	10419	0,38	9493	5721	0,60
Saint-Marcellin	2724	8761	1529	2009	15023	4253	10770	0,39	10291	3538	0,34

Source: Talandier 2018, d'après Esane, Accoss, DGI, Insee-REE

Système productivo-résidentiel entre les aires urbaines

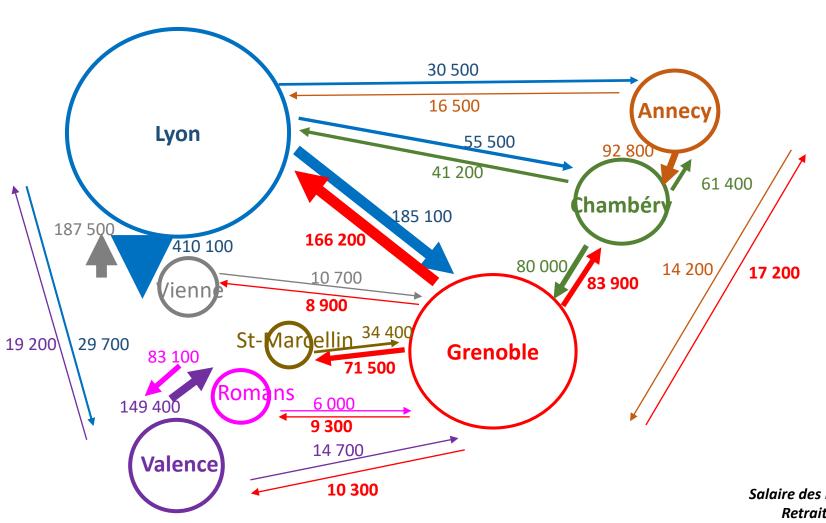
- 1 Ne pas opposer territoires productifs et territoires résidentiels mais plutôt observer les synergies
- 2 Travail sur les flux origine-destination de l'économie résidentielle :
- * mobilité des retraités fichier insee sur les mobilités résidentielles au cours de la dernière année pour la catégorie retraité
 - * mobilités domicile-travail fichier insee mobilité pendulaire
- * mobilité tourisme (RS) fichier filocom indiquant la commune de résidence des propriétaires de résidence secondaire (RS) et la commune du lieu de la RS

Hypothèses de calculs pour transformer ces flux de personnes en flux de richesses :

- Salaire des navetteurs = salaire moyen du lieu de résidence
- Retraites = retraite moyenne dans la commune de destination
- RS = 15 000 euros par an de dépenses générées sur le lieu de la RS (d'après source issue de la presse immobilière)
- 3 Deux tiers à 75% de ces flux sont émis par 7% des communes françaises (gdes UU)
- 4 Mesurer l'intensité de ces flux et observer leur portée à différentes échelles (AU/EPCI/Cœur agglo)



Système productivo-résidentiel entre les aires urbaines



Aires urbaines

Redistribution résidentielle de richesses en Milliers €/an

(navettes, migration de retraités, résidences secondaires) Les flux < 8000 M€ ne sont pas représentés

Salaire des navetteurs = salaire moyen du lieu de résidence Retraites = retraite moyenne commune de destination RS = 15 000 euros par an

Source : Talandier, 2018 d'après Insee, filocom



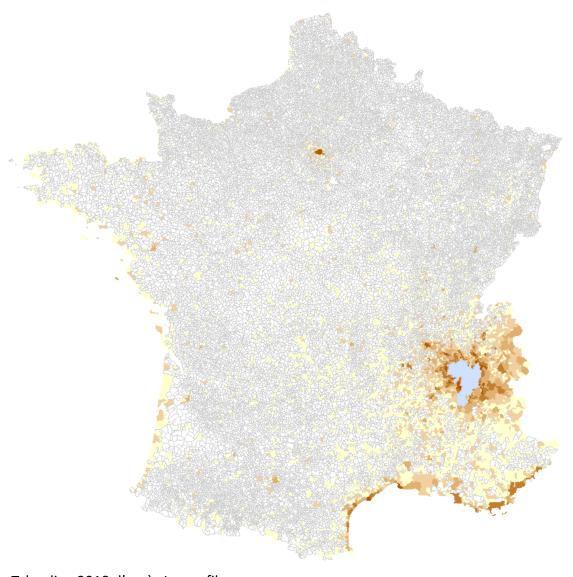
Système productivo-résidentiel entre les aires urbaines

	Aires urbaines								
							Romans-sur-	Saint-	
	Lyon	Grenoble	Annecy	Chambéry	Valence	Vienne	Isère	Marcellin	
Nb de navetteurs résidant hors AU	87 994	29 549	20 718	19 096	23 759	15 024	8 281	3 300	
% emploi AU	9,1	10,1	19,3	20,0	33,3	32,9	29,1	32,2	
Million € annuel	2501	841	589	560	656	439	229	95	
Nb de retraités partis par an	5 588	1 813	581	513	609	372	194	76	
% résident actuel	1,3	1,3	1,3	1,0	1,5	1,4	1,1	1,2	
Solde entrée-départ par an	-2528	-457	142	390	-6	-145	220	127	
Estim. % part retraités perdus en 10 ans	-5,7	-3,2	3,2	8,6	-0,2	-5,3	14,3	26,4	
Million € annuel	171	55	21	15	16	11	5	2	
Nb de résidences secondaires hors AU	72 456	23 093	4 335	7 225	6 033	3 085	1 825	546	
% ménages	6,6	6,6	3,7	6,2	6,7	5,7	5,0	4,4	
Million € annuel	1449	346	65	108	90	46	27	8	
TOTAL circulation résidentielle en Mo €	4121	1242	675	683	763	495	261	105	
Part du revenu des ménages (%)	10,5	11,5	15,1	18,9	29,2	30,0	25,9	30,8	

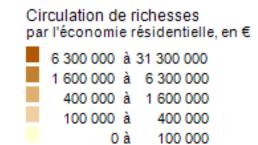
Source: Talandier, 2018 d'après Insee, filocom

Salaire des navetteurs = salaire moyen du lieu de résidence Retraites = retraite moyenne commune de destination RS = 15 000 euros par an





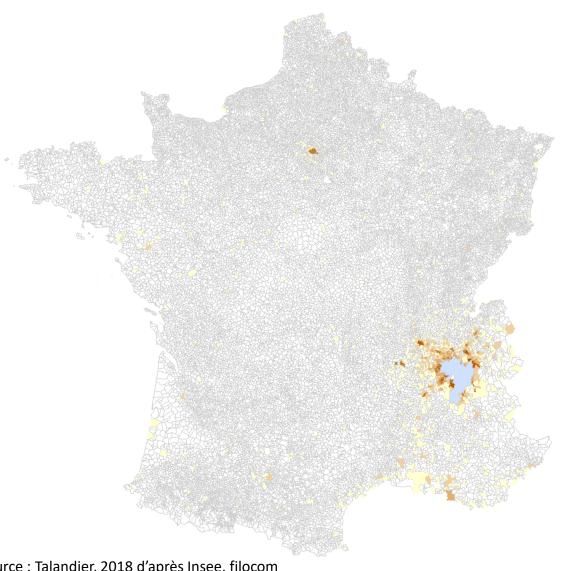
Redistribution des richesses par l'AU de Grenoble



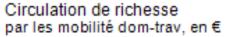
Source: Talandier, 2018 d'après Insee, filocom

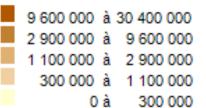


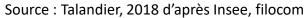
n système économique complexe

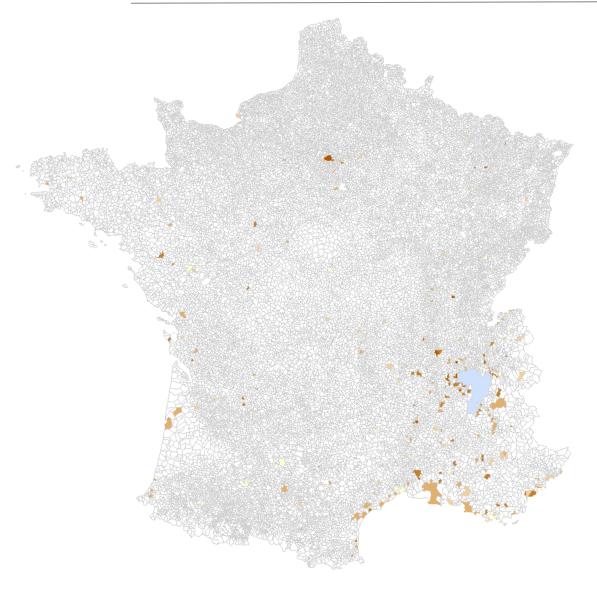


Où habitent les actifs venant travailler dans l'AU de Grenoble?

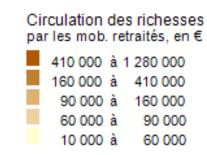




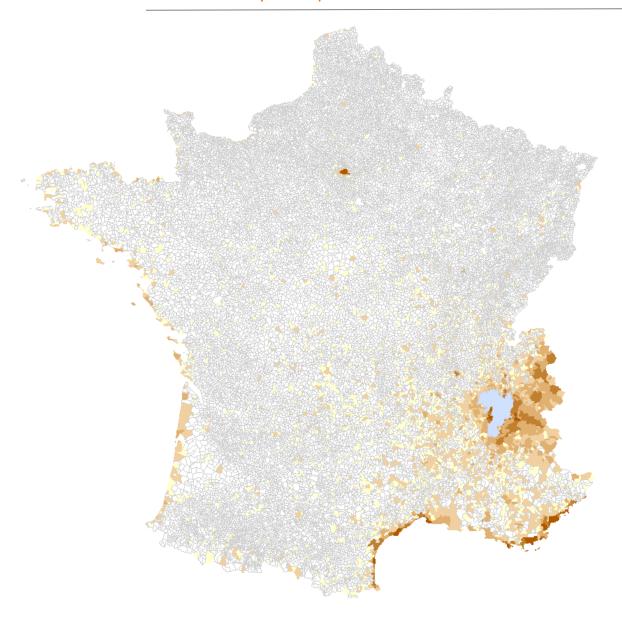




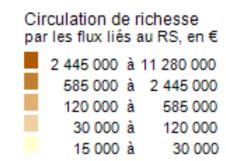
Où s'installent les retraités qui quittent l'AU de Grenoble ?



Source: Talandier, 2018 d'après Insee, filocom

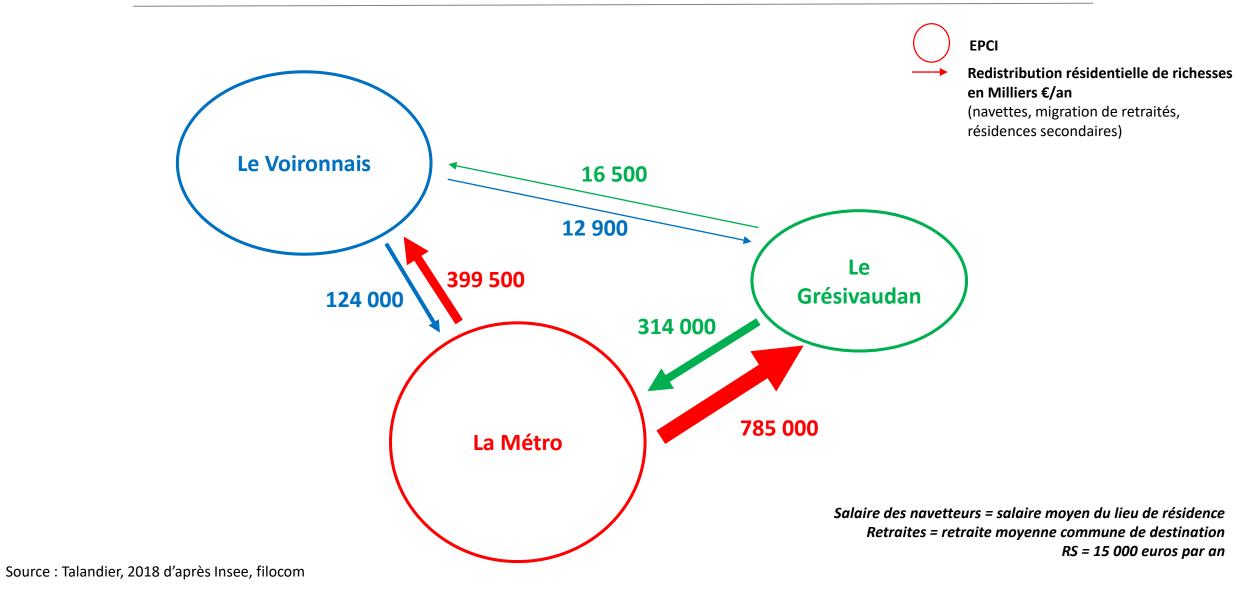


Où sont les résidences secondaires possédées par les habitants de l'AU de Grenoble ?





Système productivo-résidentiel entre la Métro, le Grésivaudan et le Voironnais (inter-EPCI)





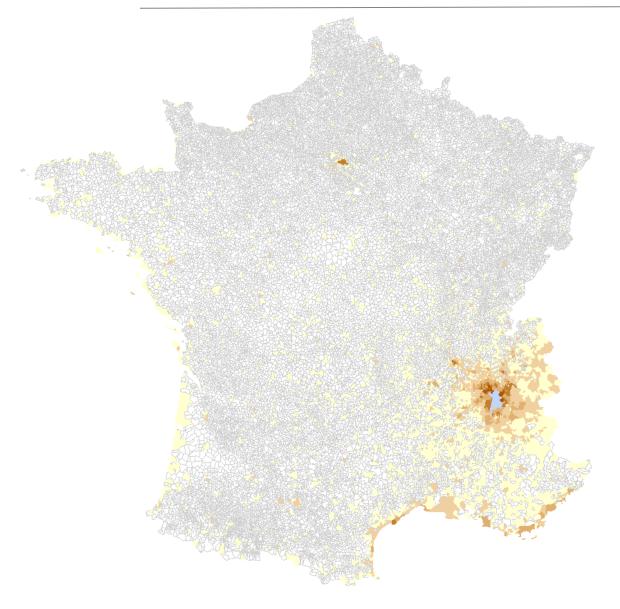
Système productivo-résidentiel de Grenoble-Alpes Métropole

	EPCI			
		Le	Le	
	La Métro	Voironnais	Grésivaudan	
Nb de navetteurs résidant hors EPCI	58 245	14 215	14 772	
Million € annuel	1894	408	433	
Nb de retraités partis par an	1 660	282	337	
Million € annuel	38,7	6,3	8,1	
Nb de résidences secondaires hors AU	22436	3133	4090	
Million € annuel	337	47	61	
TOTAL circulation résidentielle en Mo €	2269	461	502	
Part du revenu des ménages (%)	34,0	31,9	26,2	

Source : Talandier, 2018 d'après Insee, filocom



Système productivo-résidentiel de Grenoble-Alpes Métropole



Source: Talandier, 2018 d'après Insee, filocom

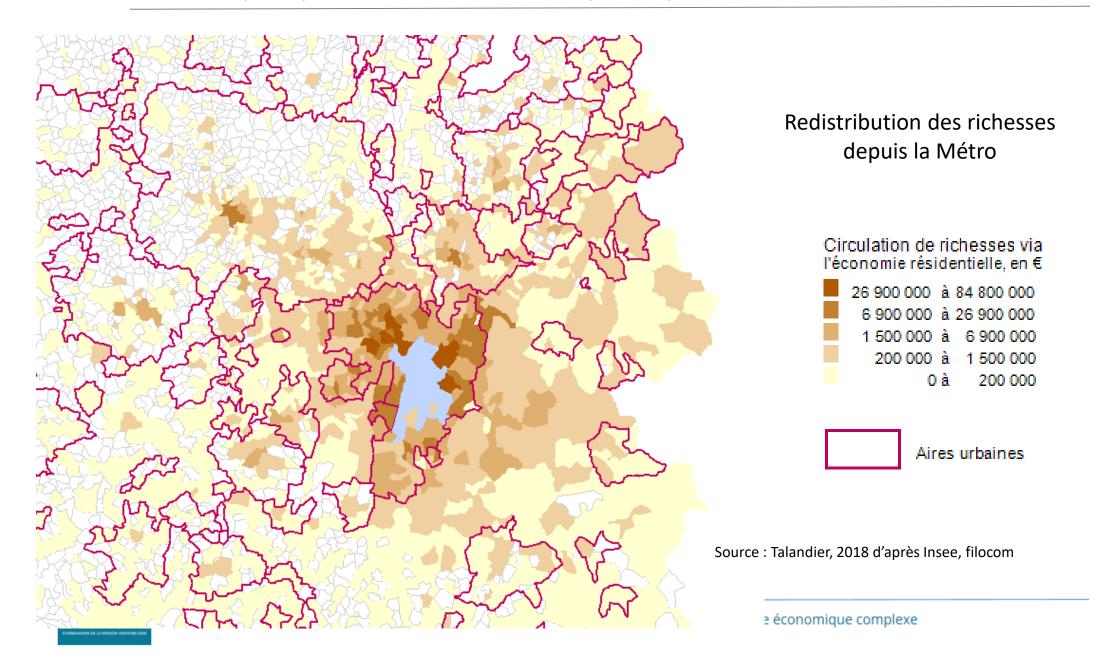
Redistribution des richesses depuis la Métro

Circulation de richesses via l'économie résidentielle, en €

26 900 000 à 84 800 000 6 900 000 à 26 900 000 1 500 000 à 6 900 000 200 000 à 1 500 000 0 à 200 000



Système productivo-résidentiel de Grenoble-Alpes Métropole



Système productivo-résidentiel du cœur métropolitain

	Cœur agglo
Nb de navetteurs résidant hors EPCI	72442
Million € annuel	2425
Nb de retraités partis par an	1 473
Million € annuel	34,4
Nb de résidences secondaires hors AU	18451
Million € annuel	277
TOTAL circulation résidentielle en Mo €	2737
Part du revenu des ménages (%)	52,2

Source: Talandier, 2018 d'après Insee, filocom

Échirolles
Eybens
Fontaine
Fontanil-Cornillon
Gières
Meylan
Poisat
Le Pont-de-Claix
Saint-Égrève
Saint-Martin-d'Hères
Saint-Martin-le-Vinoux
Sassenage
Seyssinet-Pariset
Seyssins
La Tronche

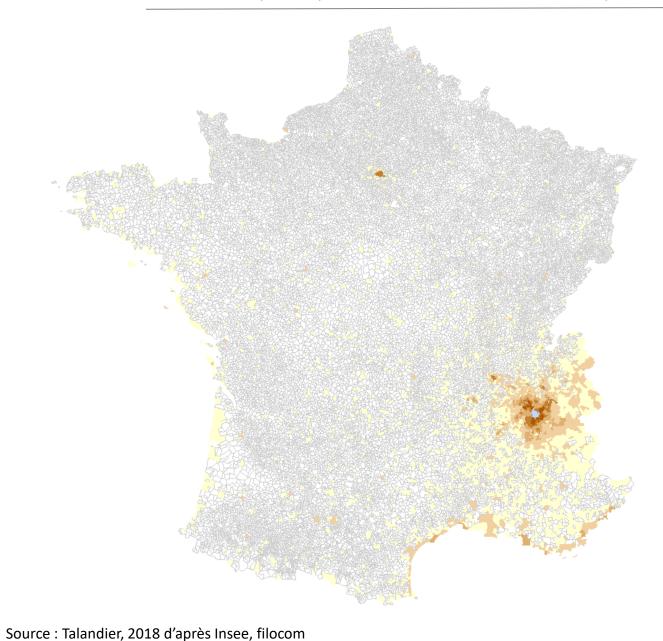
Grenoble

Cœur

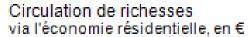
métro

L'AGENCE

Système productivo-résidentiel du cœur métropolitain



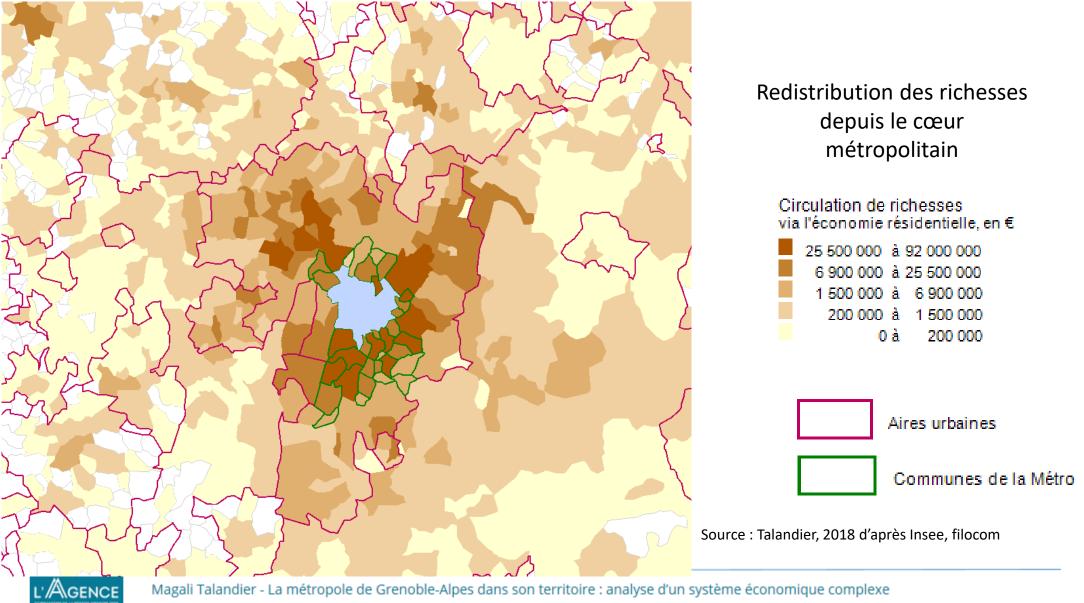
Redistribution des richesses depuis le cœur métropolitain



25 500 000 à 92 000 000 6 900 000 à 25 500 000 1 500 000 à 6 900 000 200 000 à 1 500 000 0 à 200 000



Système productivo-résidentiel du cœur métropolitain



1 – Déconnexion entre croissance et développement

- * le développement économique d'un territoire ne dépend plus de sa seule capacité à créer des richesses et donc de ses seules activités productives exportatrices ;
- * il convient également de capter des richesses grâce aux aménités résidentielles et touristiques ;
- * mais aussi de faire circuler ses richesses localement par la consommation et par l'intermédiation (intermédiation qui n'est que rarement mise en évidence et prise en compte).



2 – Forces et faiblesses de la structure économique de l'aire urbaine de Grenoble

- L'aire urbaine de Grenoble se distingue par le poids de sa base productive associée à une base publique importante. A Lyon, par exemple, la base productive est légèrement plus importante, sans que n'y soit associée une base publique forte. A Clermont-Ferrand, la base publique est aussi structurante qu'à Grenoble, mais la base productive y est à présent moins dominante.
- Cette structure des moteurs économiques « productivo-public » est révélatrice d'un modèle grenoblois hérité du passé (la technopole) mobilisant les ressources et les acteurs publics et privés.
- La base résidentielle est plutôt proche (mais légèrement en deçà) de la moyenne des grandes aires urbaines. A noter que le déficit en matière de dépenses touristiques est en partie compensé par un montant de retraites/habitant supérieur à la moyenne des grandes aires urbaines.
- La base sanitaire et sociale, plutôt révélatrice de précarité, est plus faible qu'ailleurs.
- Au total, la base économique, à savoir le montant des richesses exogènes (ou captées à l'extérieur) dont dispose l'aire urbaine pour se développer est plus important que dans les autres aires urbaines de la région (de taille comparable), à l'exception du cas d'Annecy (très au-dessus).



Une structure économique « productivo-publique » typique du modèle grenoblois (et assez atypique en France) qui confère à ce territoire un potentiel de richesse externe ou captées à l'extérieur très satisfaisant. On note le déficit touristique, la ressource en termes de retraites.



3 – Evolution récente de la structure économique de l'aire urbaine de Grenoble

- L'aire urbaine de Grenoble est donc spécialisée dans les activités productives, exportatrices pour partie, et donc des activités exposées à la concurrence et conjoncture internationales. Globalement, ce type de base économique a d'ailleurs plutôt eu tendance à s'amoindrir au cours des 10 dernières années, dans l'aire urbaine de Grenoble comme dans toutes les autres AU de la région, à l'exception d'Annecy.
- L'AU de Grenoble est aussi spécialisée dans les activités publiques, protégées cette fois de la mondialisation, mais qui font (et devront faire) face à une restriction de la dépense publique. Néanmoins, pour l'instant, on note encore une légère hausse de ce type d'emplois, mais qui reste sans commune mesure avec les progressions du passé!!
- Concernant le tourisme, l'AU dispose d'atouts (indéniables) et d'une capacité d'accueil touristique réelle (qualitativement adaptée ?), sans pour autant que cela se traduise par une base touristique importante, au contraire. On aurait ainsi du tourisme (un peu) mais à faible valeur ajoutée pour le territoire. Par ailleurs, la capacité d'accueil en hébergements marchands (et résidences secondaires) ne progresse que faiblement au cours des dernières années (pas de réel décollage ou changement de cap en la matière).



Les moteurs de croissance et de développement de l'aire urbaine de Grenoble sont « en partie » derrière elle, notamment pour l'emploi public. On peut néanmoins penser que la « sur-dotation » du territoire en la matière lui permet de rester compétitif en termes de captation des richesses publiques –via de grands projets par exemple (ex. l'Idex, PIA TIGA...).

La question des emplois productifs de demain doit rester (ou s'inscrire) au cœur des préoccupations locales et reste entièrement ouverte.

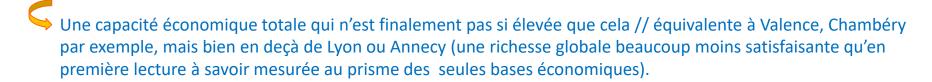
La présence de retraités plutôt plus aisés que dans d'autres territoires peut constituer un potentiel de création d'emplois et d'acteurs ressources.

La manne touristique de ce territoire n'a pas encore réellement été activée.



4 – Capacité plutôt favorable à faire circuler les richesses au sein du territoire

- L'analyse par les capacités économiques montre que l'équilibre productivo-résidentiel est plutôt bon, mais qu'il est finalement le résultat d'un déséquilibre entre les moteurs exogènes et endogènes.
- La propension à transformer les richesses externes en revenus internes, locaux, est doublement faible : intermédiation + consommation !





4 – Capacité plutôt favorable à faire circuler localement les richesses créées

- Cette étude confirme encore une fois les résultats de travaux antérieurs concernant la faible capacité redistributive de ce territoire via les mécanismes de consommation. La propension à dépenser les richesses créées au sein du territoire de l'aire urbaine reste réellement faible au regard de la taille du pôle urbain :
 - Comportement culturel?
 - Concurrence d'autres pôles urbains ?
 - Equipement commercial non satisfaisant ? Qualitativement ? Quantitativement ou bien dans leur répartition spatiale ? Quid des centralités ?



Une question de fond pour ce territoire et pour laquelle force est de constater que personne ne semble avoir de réponse évidente... Lancer une étude au sein de l'agence qui permettrait de comparer finement l'équipement commercial, les services, les évènements et les temps et espaces de consommation plus généralement de la région grenobloise à ceux d'un territoire doté d'une bonne propension à consommer localement (Nantes, par exemple). Et puis sinon comment faire avec ? Est-ce grave ? Comment compenser l'impact de ce déficit au regard des emplois (et types d'actifs) concernés ?

Sera-t-on plus résilient demain car moins dépendant de ces mécanismes de grande consommation ? Sachant que pour l'instant c'est plutôt l'inverse (activités qui absorbent les chocs) ?



5 – L'intermédiation comme toile de fond d'un système métropolitain

- La caractère productif de l'aire urbaine de Grenoble s'explique avant tout par le poids des activités exportatrices. Or, les enjeux productifs sont aussi des enjeux d'intermédiation (services aux entreprises, logistique, sous-traitants...) et en la matière, l'aire urbaine de Grenoble apparait clairement pénalisée. L'AU de Lyon, dont la base productive est supérieure à celle de Grenoble, est aujourd'hui beaucoup plus spécialisée dans l'intermédiation que dans l'exportation, c'est aussi le cas de l'AU de Nantes pour une comparaison plus adaptée en termes de taille de population.
- Ce déficit en termes d'intermédiation touche tous les sous-secteurs : des services aux entreprises, au BTP, en passant par la logistique, le transport, la gestion des déchets, de l'énergie...
- La faible capacité à dépenser les richesses localement (cf slide précédente) se répercute sur les emplois dans les activités de consommation : commerces, services aux personnes, artisanat... tout type de sous-secteur confondu.



La faiblesse des activités d'intermédiation pose de nombreuses questions (et apporte des réponses) :

- risque d'un faible ancrage des activités exportatrices de ce territoire (plus grande volatilité)
- faible effet d'entrainement sur les autres secteurs (souvent déploré sans trop d'explication)
- faible capacité de résilience face à la crise économique de 2008
- risque d'une moindre attractivité du territoire auprès d'entreprises productives (les services sont ailleurs)
- il faut passer d'un territoire productif et à l'idée de système territorial productif ? Faire système avec d'autres ? Avec Lyon notamment ?
- une partie du problème du secteur de la consommation ne pourrait-il pas venir aussi de la faiblesse des activités d'intermédiation ?



6 – Evolution de l'emploi et capacité de résilience du territoire

- L'analyse fine des variations de l'emploi salarié privé est quelque peu inquiétante. L'AU de Grenoble a été touchée par la crise de 2008 de façon plus marquée que d'autres grandes pôles urbains. Ces pertes d'emplois sont liées à sa structure (exportation), pertes non compensés par les autres secteurs que sont l'intermédiation (emploi en berne alors qu'ils progressent rapidement ailleurs), et consommation (croissance très modérée dans l'AU de Grenoble alors que cette sphère a permis aux autres grandes AU d'absorber la crise).
- La reprise post-2012 s'observe à Grenoble, mais avec un rebond moins important qu'ailleurs !! Cette faible capacité de rebond provient là encore d'une destruction d'emplois exportateurs, d'une moindre croissance des sphères d'intermédiation et de consommation que dans les autres AU (Saint-Etienne, Gap ou Vienne sont dans des situations encore mois favorables).
- L'AU de Grenoble est pénalisée par sa structure :
 - Elle est sur-spécialisée dans des activités dont l'emploi diminue partout : ¼ des emplois locaux!!
 - Elle compte près de 16% de ses emplois dans des sphères qui progressent ailleurs mais pas dans l'AU de Grenoble!!
 - Elle fait preuve d'une faible résilience dans ses secteurs moteurs (sur-spécialisée dans des activités qui progressent partout, mais avec un moindre dynamisme dans l'AU de Grenoble)
 - Sa résilience spécifique porte sur 7,8% des emplois ... secteurs qui progressent dans l'AU mais pas en moyenne ailleurs.



6 – Evolution de l'emploi et capacité de résilience du territoire

- Dans le détail des sous-secteurs...
 - L'AU de Grenoble se distingue positivement avant et après 2012 pour les services aux ménages, comblant ainsi peu à peu son « retard » en la matière
 - L'AU fait mieux avant 2012 et se maintient après pour les emplois d'exportation à haute VA :
 R&D, commerces et services internationaux.... (mais ça ne représente que 7% des emplois!!)
 - Elle est également compétitive avant et après le crise pour le secteur de l'édition, l'audiovisuel... mais qui représente très peu d'emplois.
 - Les difficultés se concentrent (et pèsent lourds en termes d'emplois) dans les activités de fabrication et de commerces.



La faible résilience du territoire est multifactorielle... les raisons de cette fragilité sont multiples, les solutions et leviers d'action le sont aussi! De plus, ils se combinent et s'auto-alimentent... agir sur le tourisme et l'attractivité résidentielle sert les activités productives... agir sur l'intermédiation favorise l'ancrage des activités exportatrices et le bon fonctionnement des activités de consommation etc.

Les pépites de ce territoire continuent de fonctionner mais ne peuvent entrainer à elles-seules le reste de l'économie.

Les cartes à la commune et le calcul d'indice de résilience par EPCI montrent que tous les territoires sont concernés... et qu'il y a une variabilité (et donc complémentarité) de potentiels résilients. Bourg d'Oisans serait l'EPCI au plus fort potentiel de résilience, le voironnais celle qui a la résilience spécifique la plus forte, Saint-Marcellin, par exemple, ou bien encore la Matheysine, seraient les territoires les plus fragiles.



7 – Circulation de richesses et solidarité inter-territoriale

INTER-Aires Urbaines de la région

- S'intéresser aux logiques de production, mais aussi à celles de la circulation des richesses via les mobilités, analyse des systèmes territoriaux (ce que l'on s'échange dans une logique de réciprocité)
- A l'échelle des aires urbaines du territoire, ce sont Lyon et Grenoble qui entretiennent le plus de relations ou qui s'inscrivent dans une relation de réciprocité la plus intense. Certains de ces échanges sont relativement équilibrés (la plupart en réalité), d'autres beaucoup moins comme entre Lyon et Vienne et dans une moindre mesure, Grenoble-Lyon au profit de Grenoble, Grenoble-Saint-Marcellin au profit de ce 2^e, Annecy-Chambéry, au profit de Chambéry.

AU de GRENOBLE

- Chaque année l'AU de Grenoble redistribue 1 Mds d'euros vers des communes situées hors AU, soit l'équivalent de 11,5% du revenu des ménages de l'AU. C'est un taux plutôt dans la moyenne des AU de même taille, voire même légèrement en deça.
- Les cartes soulignent une géographie régionale de ces mécanismes de diffusion.



7 – Circulation de richesses et solidarité inter-territoriale

EPCI

- Au niveau des trois EPCI structurantes pour l'AU, les échanges les plus intenses sont de la Métro vers la Grésivaudan, puis bien en deçà vers le Voironnais, puis du Grésivaudan vers la Métro.
- On observe des flux de revenus non systématiquement équilibrés. Ainsi, la métropole redistribue deux fois plus de richesses (potentielles) vers le Grésivaudan que l'inverse, l'écart et encore plus marqué avec le voironnais.
- A l'échelle de la Métropole grenobloise, ce sont 2 Mds d'euros qui circulent vers les autres communes hors métropole, soit l'équivalent d'un tiers du revenu des ménages. Le voironnais joue le même rôle vis-à-vis des communes qui l'entourent en redistribuant 32% de ses revenus, le Grésivaudan légèrement moins avec 26%. Ce sont les communes limitrophes et notamment celles situées dans les EPCI précédemment citées qui sont les premières bénéficiaires de ces flux.

CŒUR METROPOLITAIN

- Si l'on zoome à présent sur le cœur métropolitain, la richesse redistribuée s'élève à 2,7 Mds, soit plus de la moitié de l'équivalent du revenu des ménages de ces communes.
- Les communes premières bénéficiaires de ces flux résidentiels sont d'abord situées dans le Sud de la Métropole, puis hors métropole dans le Grésivaudan, puis dans le Voironnais.



Une forte communauté de destin, une solidarité déjà à l'œuvre via les comportements individuels... une obligation de faire ensemble! Mais aussi, une position dans un périmètre plus large qui est celui de la grande région, avec notamment une connexion forte avec Lyon, mais également avec les territoires de montagne.



Exportation:

Fleuron du modèle grenoblois, les pépites locales son toujours là et constituent un atout indéniable pour le territoire. Néanmoins, elles ne peuvent être pensées comme seuls moteurs de dyt et surtout nécessitent l'activation des autres capacités pour rester compétitives... Urgence de penser l'avenir productif du territoire, l'avenir des emplois industriels, les gdes transformations numériques, technologiques et leurs impacts pour la RUG.

Résidentielle et touristique :

Prendre enfin au sérieux cet enjeu! RDV manqué des 20 dernières années... repartir des problématiques d'aujourd'hui pour être pionnier, innovant, en osmose avec les nouvelles aspirations sociétales, aux enjeux d'un chgt climatique...

Le tourisme bien sûr, mais aussi les retraités, les mobilités quotidiennes... être un territoire hospitalier, accueillant...

Un enjeu sur l'image, le récit, les représentations...

Intermédiation:

Déficit structurel pénalisant. Comment faire avec les autres pour le combler. Là aussi, un train de retard, donc repartir des besoins de demain... nouvelles plateformes numériques, économie collaborative...

Anticiper les besoins nouveaux des entreprises et activer de nouvelles modalités d'organisation des services aux entreprises. Un enjeu fort à faire ensemble et avec les autres territoires.

Aller au bout de l'exercice du diagnostic pour comprendre la faible comp consommer localement.

> Sur cette base, se poser les bonnes questions et notamment les impacts sociaux de ces faibles taux d'emplois dans des secteurs forts pourvoyeurs de travail, à niveau de qualification diversifié. Là encore... innover, miser sur de nouvelles formes de consommation et faire ensemble.



reciprocité

*enitoriale

Le RDV manqué des années 1990

Le tournant culturel des années 1990, construire l'image d'une ville créative à fortes aménités résidentielles, touristiques, récréatives...

Repenser son modèle de dvt économique en misant sur un équilibre productivo-réidentiel (développer une économie productive métropolitaine articulée à une économie résidentielle, touristique et de consommation dynamique).

Si l'on prend l'image des cycles, le territoire est passé à côté de ce cycle métropolitain.

Peut-on et comment faire de ce décalage un atout ?

Faire le pari de la résilience territoriale

Il ne s'agit pas de rattraper le retard et d'essayer de devenir la ville créative, culturelle, attractive de la fin du 20^e siècle... mais d'inventer le modèle « grenoblois » du 21^e siècle, à la fois spécifique et résilient.

Travailler l'idée d'une région urbaine résiliente oblige à penser avec les autres et à articuler le temps long et le temps court.

Hypothèses selon laquelle la résilience passerait dans ce territoire par trois imaginaires/figures à construire, celui de la métropole expérimentale (renouveler le modèle économique), de la métropole montagne (renouer avec son histoire-paysage, articulation plaine-pente), de la métropole hospitalière (attirer, accueillir, retenir)



Programme de recherche POPSU, à suivre...



Merci!

